LUTTE OUVRIÈRE

Pour que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier

Hebdomadaire - 1 F | Parait le mercredi ● 13 novembre 1968 | N° 17

MANIFESTATIONS A PRAGUE

LA JEUNESSE NE CAPITULE PAS

(voir page 3).

l'agitation dans les lycées

MAI CONTINUE

(voir page 6)

VIETNAM : L'IMPERIALISME A RECULE

A.F.P

Maintenant, le F.N.L. est capable de bombarder Saïgon.

mais

le peuple vietnamien

DEVRA ENCORE SE BATTRE

(voir page 3)

LE MEXIQUE APRÈS LES JEUX

Correspondance du Mexique

(Photo A.F.P.)

Des pêcheurs mexicains : Ils vivent comme il y a 50 ans.

les événements sanglants du 23 juillet au 2 octobre

LES Jeux Olympiques sont terminés. Et Mexico, ville olympique, va se retrouver avec ses bidonvilles, ses kilomètres de baraques de tôle ondulée et de terre séchée au soleil, noire et poussièreuse, où il suffit d'une pluie un peu forte pour que tout s'écroule. Car le « beau village olympique » et les « grandioses installations sportives » si bien protégées par la police contre « l'agitation politique » ont tout simplement balayé des bidonvilles où s'entassaient 5 ou 10.000 personnes.

Il ne faut pas croire que des crédits du Comité Olympique ont été affectés pour reloger ces malheureux !

Pourquoi se fatiguer puisqu'ils se réinstallent tout seuls un peu plus loin ?

Quant à la vie des habitants des buildings ou bidonvilles de Mexico c'est simple : l'homme passe son temps à chercher du travail et à s'en faire renvoyer (il y a une telle demande que les patrons ne se gênent pas) ; le salaire minimum n'est garanti qu'aux syndiqués. La femme travaille à domicile (lingerie, chaussures, petits objets en bois, bijoux, souvenirs pour exportation, vannerie...) et est très exploitée.

On en voit d'autres assises par terre à longueur de journée, vendant quelques fruits rassemblés sur un chiffon ou un morceau de papier.

Les enfants dès l'âge de 6 ans sont cireurs de chaussures, crieurs de journaux, vendeurs de quelques plaquettes de chewing-gum, la plupart du temps, en haillons ou presque.

La journée de 8 heures est un leurre, plus qu'en France encore — et les enfants de moins de 12 ans peuvent travailler, la réglementation qui les « protège » n'étant, par ailleurs, appliquée que dans de rares entreprises.

Pourtant depuis la révolution de 1910-1917 l'industrie s'est développée, surtout mines et pétrochimie. Mais si les pétroles et les chemins de fer ont été nationalisés le poids des U.S.A. se fait de plus en plus sentir : des usines étaient en cours de rachat par United Fruit et Uni-Lever ; c'est fait maintenant. Résultat : 75 % du commerce se fait avec les U.S.A., surtout en produits agricoles et matières premières (minerais et pétrole) ; on en est encore au système colonial.

UN SOUVENIR : LA REFORME AGRAIRE

La réforme agraire s'est faite de façon à ne pas trop contrarier les grands propriétaires : ils avaient plusieurs milliers ou millions d'hectares chacun ; on leur a tout racheté sauf 500 hectares, ce qui n'est déjà pas mal quand on sait que chaque famille paysanne bénéficiaire s'est vu attribuer 10 ha, la plupart du temps sur les plus mauvaises terres. En outre ces terres ne sont pas vendables ni divisibles entre les héritiers, ce qui accroit le nombre des sans terres. Et puis sur 10 ha les paysans, n'ayant pas d'argent au départ, n'ont pu mécaniser et irriguer, alors que les anciens propriétaires le pouvaient ; cela n'a fait qu'accroître la richesse des uns et la misère des autres. Enfin la réforme s'est sensiblement ralentie puisqu'en 1967 un domaine de 50.000 ha a été divisé ; et il en reste encore ! Dans l'état de Sonora on a bien irrigué de grandes surfaces à partir du rio Yaqui mais c'est au profit des gros propriétaires et on sait bien que les Indiens Yaqui ont été décimés et déportés au Yucatan par Huerta en 1913. Il existe d'autre part une Banque Nationale de Crédit Agricole chargée d'aider les petits propriétaires ; la plupart du temps le système se retourne contre eux car ils ne peuvent pas rembourser à temps et leurs terres sont saisies par la Banque qui les revend aux enchères : ce sont encore les gros ou les sociétés internationales (United Fruit) qui les rachètent. Un tel exemple de saisies a eu lieu dans de nombreuses localités autour de San Luis Potosi.

Résultat : il y a maintenant 3 millions de paysans sans terre. Sur 45 millions d'habitants dont environ 20 millions « vivent » de l'agriculture c'est beaucoup.

Sur toute la population il y a aussi 11 millions d'Indiens qui sont considérés comme des arriérés et des parias, malgré la glorification de la culture indienne... celle d'il y a 400 ans. Beaucoup (3 millions peut-être) vivent à peu près coupés du reste du pays dans les montagnes et les forêts. Leur seul lien avec l'extérieur est l'église.

Enfin sur le Mexique règne depuis plus de 30 ans le « Parti Révolutionnaire Institutionnel » (le nom date de 1945) dirigé par les grands propriétaires et l'armée. « Pas de plan de développement, sinon c'est la mort » a déclaré un grand économiste au cours d'une conférence. Pratiquement sans opposition le P.R.I. est le seul dispensateur des bonnes places (directions d'entreprises, de coopératives, députés, mairies...).

QUE VIVA ZAPATA !

Cependant le souvenir des révolutionnaires mexicains, en particulier Zapata, est immense, et les républicains espagnols émigrés ont réintroduit les idées socialistes.

Et il y a depuis longtemps une certaine agitation trotskyste à l'Université et à l'école d'Agriculture.

Cela fait plusieurs années que le prétendu « brigandage » existe dans l'Etat de Guerrero : sur une distance de 200 kilomètres entre Mexico et Acapulco, capitale des plaisirs pour Américains et riches Mexicains, il ne fait pas bon arrêter sa grosse voiture pour se détendre dans la forêt ou s'y trouver en panne d'essence, sous peine de voir sa voiture incendiée et de recevoir flèche ou lance dans la poitrine. Depuis 2 ans environ les grèves agricoles avec occupation d'haciendas se multiplient au Sonora, de même que les grèves d'ouvriers au Monterrey ou encore les poussées de lutte armée au Chihuahua.

Le Mexique n'est donc pas ce pays « démocratique » presque « socialiste » et qui aurait réussi à sortir du sous-développement qu'on veut bien nous présenter.

C'est en fait une véritable poudrière sociale prête à éclater et ce n'est pas le massacre de la place des 3 Cultures qui l'en empêchera.

LE 23 juillet 68, les élèves de deux lycées, l'un privé, l'autre d'Etat, s'affrontent dans une bagarre de rue. Le fait aurait été sans conséquence si quelqu'un n'avait fait intervenir la police. Mais les troupes de choc appelées « granaderos » arrivèrent et attaquèrent brutalement les jeunes. Beaucoup d'entre eux durent être hospitalisés.

C'est pourquoi l'Institut Polytechnique auquel appartient le lycée d'Etat qui avait participé à la bagarre de rue, demanda l'autorisation d'organiser une manifestation de protestation qui eut lieu le 26 juillet, date anniversaire de la révolution cubaine. Le même jour, la Fédération des étudiants démocrates organisait aussi une manifestation pour commémorer cette date. Les deux manifestations, très importantes se déroulaient pacifiquement lorsqu'arrivèrent les « granaderos » qui attaquèrent les manifestants. Les « granaderos » étaient secondés par un groupe de provocateurs qui les aidait contre les étudiants, brisant les devantures des magasins, les saccageant, occasionnant des quantités de pertes.

La violence fut extrême et l'on affirme que trente-deux étudiants restèrent étendus sur le sol de la Grande-Place de Mexico. Leurs cadavres auraient été incinérés à l'hôpital militaire n° 1 en grand secret et sous peine de sanctions très sévères pour qui révèlerait ce fait.

Cet « exploit » militaire contre des étudiants eut un retentissement terrible parmi leurs camarades. Ils décidèrent de prendre l'Université, l'Ecole Normale et l'Ecole Nationale d'Agriculture, « Chapingo » au total 70 écoles. Dans ces conditions, les groupes de choc des « granaderos » décidèrent de faire évacuer l'Ecole Préparatoire n° 1, l'une des plus anciennes du pays dont la porte d'entrée avait plusieurs siècles.

Une dizaine de fois élèves et professeurs repoussèrent l'attaque. Alors l'armée intervint et démolit la porte avec un bazooka. De nombreux étudiants furent tués et beaucoup furent blessés ainsi que des professeurs. Comme cette école appartenait à l'Université, le recteur Javier Baerros Sierra, fit mettre le drapeau en berne et organisa une manifestation de protestation.

Les 70 écoles se mettent en grève. L'Université Nationale et l'Institut Polytechnique — auparavant rivaux — s'unissent et constituent un Comité National de Grève avec 300 représentants des écoles.

Les professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur ayant à leur tête des personnalités scientifiques et révolutionnaires comme Heberto Castillo et Eli de Gortari, forment la coalition des professeurs.

Avec le Comité National de Grève ils organisent une manifestation à laquelle participent plus de 200.000 personnes, manifestation qui se déroule pacifiquement et où l'on revendique les points suivants :

1) Cessation de l'agression des forces de répression contre les étudiants ;

2) Retrait des troupes de choc des « granaderos » ;

3) Abrogation des articles 145 et 145 bis qui permettent l'arrestation de n'importe qui et avec lesquels on mit en prison les dirigeants cheminots Vallejo et Campa qui sont ainsi en prison depuis dix ans ;

4) Recherche des responsables de la mort des étudiants et châtiment des coupables ;

5) Renvoi du chef de la police et des personnes les plus responsables de l'attaque au bazooka de l'Ecole Préparatoire n° 1 ;

6) Indemnisation des familles des victimes.

Les étudiants demandent également à dialoguer avec le gouvernement qui se refuse à discuter avec eux.

Dès les premiers heurts, les étudiants commencèrent à organiser une campagne d'information auprès de la population au moyen de meetings-éclairs et de tracts. La population y répond en versant de l'argent pour les prisonniers et pour la propagande, et en venant à 500.000 à une deuxième manifestation composée essentiellement d'ouvriers, de paysans.

Les étudiants demandent à nouveau au gouvernement à dialoguer. Celui-ci refuse et le Président, au cours de son discours annuel se déclarera unique responsable de ce qui s'est passé et nie qu'il y ait des prisonniers politiques alors que les prisons sont pleines depuis le 26 juillet. Le 30 août l'armée attaque l'Ecole Nationale n° 7 et tue un groupe d'étudiants. Le Comité National de Grève organise une manifestation silencieuse avec un large soutien de la population.

Des groupes terroristes de droite, armés de mitraillettes commencent à intervenir. Le jour de la manifestation silencieuse ces groupes envahissent le parking de l'Ecole d'Antropologie, volent et détruisent une centaine de voitures.

Le 18 septembre, l'armée envahit l'Université et fait prisonnières 700 personnes : élèves, personnel administratif, professeurs, parents et visiteurs. On imputa aux étudiants arrêtés jusqu'à huit délits et on les condamna jusqu'à 30 ans de prison. Parmi les prisonniers se trouvent Eli de Gortari et d'autres personnalités scientifiques.

Une campagne de protestation nationale et internationale particulièrement dans les Universités de nombreux pays, se développa pour dénoncer l'attaque et l'occupation par l'armée de l'Université de Mexico.

Mais le gouvernement entame une campagne contre le recteur Javier Baerros Sierra à cause de son attitude courageuse dans la défense des étudiants et de l'Université. Ce dernier démissionne le 22 septembre en accusant publiquement le président de violer la constitution et l'autonomie de l'Université ; protestant contre la violence employée comme moyen de soumettre professeurs et élèves, contre l'attitude du gouvernement qui se prévaut du Parlement pour l'attaquer et à travers lui attaquer le mouvement étudiant.

La protestation qui surgit parmi les étudiants et la population pour contester cette démission et demandr son annulation a une immense valeur en tant que symbole d'union et de lutte pour la liberté. La pression de la population est telle que le recteur retirera sa démission.

Mais ce fait et le retrait des troupes de l'Université le 30 septembre n'améliorent pas la situation car la détention des étudiants continue et l'atmosphère reste effervescente.

Les étudiants vont tenir encore deux metings. La population les soutient. Le deuxième meeting a lieu à Tlaltelolco, le 2 octobre. 10.000 personnes sont réunies, étudiants, ouvriers et habitants du quartier.

A 16 h 30, l'armée, la police et les groupes de choc des « granaderos » lancent l'attaque la plus féroce que l'on ait jamais vue contre toute la population. Les étudiants sont assassinés par des rafales de mitraillettes et à la baïonnette. On ne sait pas quel est exactement le nombre de morts, mais il est certainement très élevé car beaucoup de femmes et d'enfants sont parmi les victimes. Les forces de répression font 2.000 prisonniers et après une nuit entière de combats, au lever du jour, on enlève les cadavres dans des trains électriques.

Il y a également des victimes parmi les journalistes : un japonais meurt dans la mêlée, une journaliste italienne est blessée à l'épaule et à la jambe. Deux journalistes soviétiques disparaissent. D'ailleurs il y a encore beaucoup de gens « disparus ». La presse passe encore maintenant des avis sur eux et particulièrement sur des enfants que l'on n'a plus retrouvé depuis ce jour là.

Mexico a joué sa carte la plus noire. L'opinion nationale condamne son gouvernement.

AU VIETNAM :

L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN A RECULÉ,

MAIS LE PEUPLE VIETNAMIEN DEVRA ENCORE SE BATTRE POUR QUE LES FORCES U. S. QUITTENT LE SOL VIETNAMIEN

LA délégation du F.N.L. est arrivée à Paris. Ce n'est pas pour cela que les « conversations » de Paris ont, dans l'immédiat, avancé. La diplomatie par la suite, occupera peut-être largement l'avant-scène de la politique.

Mais le sort du Vietnam ne se jouera pas autour du tapis vert de Paris. C'est sur le terrain de combat qu'il se décide, les tergiversations des U.S.A. qui paraissent incapables de convaincre les Thieu et Ky en sont la preuve.

Après l'offensive du Têt de février dernier, quand Hué resta aux mains des forces Vietcong pendant près de trois semaines, quand le camp de Khe-Sanh faillit tomber, quand Saigon vit les combattants vietcongs dans ses faubourgs, l'impérialisme américain dut réviser sa politique. Il réalisa, à la suite de l'opinion publique, qu'il ne pourrait non seulement pas vaincre au Sud-Vietnam, mais même seulement y rester sans un gigantesque effort militaire supplémentaire. Il y renonça et décida de ne pas continuer l'escalade et en premier lieu de se replier sur les villes et de renoncer à tenir le peu de campagne qu'il contrôlait.

Pour reprendre le terrain perdu il lui aurait fallu doubler son effort militaire, tant en hommes qu'en matériel, ce qu'il n'était pas prêt à faire pour le moment.

Et à partir du 31 mars, date du fameux discours de Johnson, les U.S.A. arrêtèrent de bombarder la majeure partie du Nord-Vietnam dont Hanoï, avisant ainsi le monde entier et la Chine en particulier qu'il renonçait à aller plus avant dans l'escalade.

Mais si les U.S.A. ont été mis en échec c'est cependant un échec qui ne leur est pas mortel, étant donné leur puissance. Ils ont encore toutes leurs forces militaires regroupées dans les centres urbains et dans des bases. Et là, le Vietcong ne les a pas, il ne le pourra probablement pas, rejeté à la mer ou mis en demeure de capituler.

Six jours avant l'ouverture des pourparlers de Paris le F.N.L. lançait une offensive pour tenter de s'emparer de Saigon car il savait bien qu'autour du tapis vert ne pouvaient qu'être sanctionnés les rapports de force existant sur le champ de bataille. Leur offensive a échoué : Saigon particulièrement bien protégé par les forces américaines reste à prendre. Ils sont cependant en mesure, maintenant, de le bombarder.

Les forces du F.N.L. qui contrôlent pratiquement le Delta et les hauts plateaux s'infiltrent dans les faubourgs de Saigon mais se heurtent là, à une ville de 500.000 habitants quadrillée et tenue en main par l'armée américaine.

Et si Washington a décidé de ne pas doubler son effort militaire il n'a pas, pour autant, décidé de se retirer purement et simplement. Il restera sur le sol sud-vietnamien et ne sera pas pressé de hâter les négociations tant que le F.N.L. ne sera pas en mesure de l'y obliger militairement.

Le géant américain ne retirera sa botte, que si les forces vietcong la repoussent suffisamment fort pour qu'il n'ait pas la possibilité de la laisser sans un effort supplémentaire.

Si le F.N.L. relâche son combat, s'il ne va pas de l'avant, l'état-major américain continuera avec complaisance à tuer du Vietcong et à faire tuer des G.I. sous le drapeau de la lutte « contre le communisme ».

Pour gagner la paix il faudra que le peuple vietnamien trouve encore en lui le courage de sacrifices supplémentaires.

Mais, finalement, la volonté d'indépendance d'un petit peuple, d'un pays dit sous-développé, aura mis en échec le pays le plus industrialisé du globe, les Etats-Unis d'Amérique.

A bas l'impérialisme américain !

Vive la lutte du peuple vietnamien !

(Photo A.F.P.)

Mme Nguyen Thi Binh qui dirige la délégation du F.N.L., à son arrivée à Paris.

MANIFESTATIONS A PRAGUE

LA JEUNESSE NE CAPITULE PAS

LES manifestations qui ont éclaté à Prague pour le cinquantenaire de la fondation de l'Etat tchécoslovaque ne sont pas restées sans lendemain. Le 7 novembre, plusieurs milliers de jeunes sont de nouveau descendus dans la rue pour marquer leur hostilité à la présence des troupes d'occupation soviétiques. Et pour la première fois le gouvernement a fait donner la police.

Les manifestations, pour être les signes les plus spectaculaires de l'état d'esprit d'une partie de la jeunesse, n'en sont pas les seuls. Les cours ont dû être suspendus dans la principale université pragoise en raison de la grève des étudiants. Des bagarres éclatent contre des groupes de collaborateurs pro-russes qui commencent à relever la tête.

Tous ces signes sont révélateurs. L'unanimité nationale que l'intervention russe avait forgée autour de Dubcek, minée par la capitulation de ce dernier, est en train de se lézarder.

La capitulation du premier secrétaire prend sa véritable signification à la lumière de cette flambée de colère des jours derniers. Une partie de la jeunesse n'avait accepté l'accord de Moscou que parce qu'il fut signé par celui qui était à leurs yeux le symbole de la résistance nationale, et parce qu'ils espéraient que la sauvegarde de l'unité nationale — principal argument des capitulards — permettrait de continuer la lutte sous des formes plus adaptées aux circonstances. Cette partie de la jeunesse est en train d'ouvrir les yeux.

Le temps fait son œuvre sur les consciences. Manifestement, la capitulation n'a rien permis de sauvegarder. Il se révèle au contraire semaine après semaine, que les Russes sont en train d'obtenir « pacifiquement » ce qu'ils n'ont pu obtenir par l'intervention des chars. Les jeunes qui ont manifesté ne veulent pas être les complices de cette défaite sans combat, de cette défaite par démoralisation, par désintéressement. Mais — et c'est là le prix de la capitulation des dirigeants — alors qu'au mois d'août ce fut tout un peuple qui s'opposa activement à l'invasion et qui était prêt à se battre, aujourd'hui, ils sont quelques milliers de jeunes.

Contrairement à ce qui fut alors argué, la soumission des dirigeants n'aura peut-être pas permis d'éviter les affrontements sanglants avec l'envahisseur. Elle aura fait seulement que l'affrontement, s'il a lieu, se fera dans de bien plus mauvaises conditions pour les Tchèques.

La leçon principale des dernières manifestations n'est pas, bien sûr, d'apprendre, par l'intermédiaire des slogans des manifestants, ce que pense le peuple tchécoslovaque de la présence des troupes soviétiques sur son sol. Cela, on le savait déjà. Mais ce que l'on ignorait, c'est si le peuple acculé à la résignation par l'attitude de ses dirigeants, et sans doute aussi par ses propres craintes d'un affrontement sanglant, avait abandonné tout espoir de résister ou pas.

Or il se révèle qu'il existe au moins une fraction du peuple qui a gardé suffisamment de combativité pour récuser aujourd'hui dans les faits la capitulation ds dirigeants. Cette fraction a perdu ou est en train de perdre confiance en Dubcek et en la politique dont il avait endossé la responsabilité en signant les accords de Moscou. Il est pour l'instant impossible d'évaluer l'importance de cette fraction. Que les mots d'ordre des manifestants du 7 novembre aient trouvé l'assentiment de la quasi-totalité de la population, c'est certain. On ne peut pas en dire autant de l'action de manifester elle-même. Nous ne sommes pas au mois d'août. Il se peut que les ravages de deux mois de politique de capitulation au sommet soient tels que la majorité de la population considère d'abord avec crainte, puis peut-être avec colère, ces jeunes dont l'action risque d'entrainer des représailles de la part des occupants. Les manifestations prévues pour la fin de cette semaine, ainsi que le succès des grèves envisagées éclaireront sans doute le degré de combativité de la population, des ouvriers en particulier.

Quant aux Soviétiques ,ils se sor cantonnés jusqu'ici dans une attitud d'attentisme. Mais s'ils pouvaient er core accepter sans broncher qu'u de leurs officiers soit couvert d crachats par les manifestants, ils n peuvent pas laisser évoluer la situa tion au point de risquer de voir l peuple tchèque retrouver son degr de mobilisation du mois d'août.

Ils peuvent se contenter d'exerce une pression sur le gouvernemen afin que celui-ci soit amené à s charger du travail de répressio C'est certainement la solution la plu simple si la mobilisation se limit aux quelques milliers de jeunes q furent jusqu'ici les seuls à donn des preuves de leur combativité. moins que Moscou ne profite d l'occasion pour se débarrasser d Dubcek qui malgré ses capitulation reste un adversaire.

Il n'est cependant pas impossibl quoique ce soit peu probable, qu l'action des jeunes réanime la com batívité de plus larges fractions d la population. Il ne resterait alor aux Russes d'autre choix qu'entr une répression sanglante et l'aban don de la Tchécoslovaquie.

(Photo A.F.P.)

Nixon à l'annonce des résultats.

LES ÉLECTEURS AMÉRICAINS ONT CHOISI UN PRÉSIDENT

ils n'ont pas choisi une politique

NIXON sera donc le trente-septième président des Etats-Unis. Il l'a emporté, d'extrême-justesse quant au nombre de voix, un peu plus largement par celui des grands électeurs, assez en tous cas pour assurer son élection.

Les Etats-Unis ont un nouveau président. Ils n'auront pas pour autant une nouvelle politique.

Depuis des décennies les candidats républicains ou démocrates ne se différencient plus sur des programmes. Les professions de foi qui les remplacent sont aussi vagues et confuses d'un côté que de l'autre. Quelquefois le style, la personnalité ou le passé politique de chacun des prétendants font qu'un semblant de choix est offert à l'électeur. Ainsi il y a quatre ans, face à Goldwater affichant ouvertement ses préjugés réactionnaires, le corps électoral put dire sa préférence pour Johnson, présenté comme l'homme de la paix à l'extérieur et du progrès social à l'intérieur.

Une fois élu, Johnson accentua l'effort de guerre au Vietnam et ajourna sine die la réalisation de cette « grande société » qui devait distribuer également l'abondance entre tous les Américains et abattre toutes les barrières qui séparent les races. Les Américains avaient choisi Johnson, mais c'est Johnson qui, sans aucun contrôle possible de la part de ses électeurs, fit pendant quatre ans la politique de l'Etat américain. Et ce ne fut plus alors le choix des électeurs qui compta mais seulement les intérêts de l'impérialisme U.S., des trusts et des capitalistes, les commanditaires de Johnson.

Cette année, les électeurs américains n'auront même pas eu cette illusion du choix, tant était fade la personnalité des candidats, républicain comme démocrate. Jusqu'au dernier jour de la campagne électorale, les Américains auront pu chercher désespérément un indice qui pût les inciter à voter dans un sens ou dans l'autre. Et le faible nombre de voix qui séparent Nixon de Humphrey est un éloquent symbole de leur difficulté à se décider.

Personne ne pourra reprocher à Nixon de renier ses engagements. Il ne s'est engagé à rien. Mais Humphrey ne l'avait pas fait davantage.

Nixon conduira la guerre, au Vietnam ou ailleurs, si les intérêts impérialistes américains la font nécessaire. Il fera la paix si les mêmes intérêts la rendent profitable. Il mènera une politique de répression contre le mouvement noir si les bourgeois américains estiment que c'est une solution. Il fera des concessions si les mêmes bourgeois les pensent préférables. Comme Johnson avant lui, comme l'aurait fait à sa place Humphrey, outre les intérêts de la classe dirigeante américaine, il n'y a que les capacités de résistance des opprimés qui puissent lui dicter sa ligne de conduite.

Et le match qui vient d'opposer démocrates et républicains reposait sur une si faible opposition politique que, avant qu'il ait pris ses fonctions, avant même qu'il soit officiellement élu par les grands électeurs, Nixon a laissé entendre qu'il pourrait prendre certains démocrates dans son gouvernement. A commencer, à tout seigneur tout honneur, par Humphrey lui-même qui serait promu au rang d' « ambassadeur des U.S.A. à travers le monde ».

Est-ce à cause de toute cette confusion ? Toujours est-il que le sort du troisième larron, Wallace, qui, pourtant, n'avait aucune chance d'être élu, a presque passionné davantage que celui des candidats dits sérieux .

Qu'il ait fait près de 15 % des voix est jugé bien diversement. Les optimistes, qui sur la foi de certains sondages s'attendaient à ce qu'il atteigne 20 % ou plus, sont rassurés, du moins en partie. Les pessimistes, constatant qu'un candidat d'extrême droite, un démagogue ouvertement raciste, rassemble sur son nom une fraction aussi forte du corps électoral, ne sont pas loin de penser que les U.S.A. sont bien près du fascisme.

Certes, ce résultat indique bien qu'il existe un milieu favorable pour un éventuel mouvement fasciste aux U.S.A. Imaginons ce que serait la situation politique en France si un Tixier-Vignancourt récoltait 15 % des suffrages !

Pourtant, de l'existence de ce milieu — qui s'explique en partie par une tradition historique, le racisme du sud, et qui n'est, en ce sens, pas nouveau — à celle d'un véritable parti fasciste il y a encore bien des pas.

Un parti fasciste est composé essentiellement de bandes armées, de professionnels de la matraque et du revolver, organisés militairement dans le but de s'attaquer physiquement à tout ce qui se réclame de la classe ouvrière, de la gauche ou de la démocratie. Pour cela il ne suffit pas qu'il y ait un milieu prêt à applaudir à ce genre d'exploits, ni un homme qui puisse être le chef au nom duquel se battre. Il faut trouver les hommes prêts à composer ses bandes et l'argent qui permettra leur entretien, c'est-à-dire l'appui d'une fraction de la bourgeoisie. Seule une crise sociale ou politique profonde peut à la fois faire naître ces hommes et la nécessité pour la bourgeoisie de les employer.

La guerre du Viêt-nam peut fabriquer les hommes. La peur du mouvement noir amener leur utilisation. Ce n'est pourtant pas certain. La guerre d'Algérie, et surtout sa fin, avait jeté sur le « marché » français des milliers d'hommes, officiers, sous-officiers et légionnaires de tout poil, prêts pour une telle besogne. La bourgeoisie française avait d'autres solutions. L'O.A.S. fit long feu.

Là aussi, finalement l'avenir ne dépend que des intérêts des capitalistes américains et du combat que les opprimés lui opposeront.

Désillusion

A défaut de tout autre résultat, les dernières élections américaines auront détruit, en France, un beau rêve, un mythe, un idéal.

Depuis des années, et surtout depuis l'arrivée au pouvoir de de Gaulle, bourgeois, hommes politiques, journalistes, regardaient avec admiration et envie le système politique américain. Pas d'instabilité, pas de crise ministérielle, et pourtant toutes les chances à l'opposition sérieuse d'accéder à son tour au pouvoir dans un délai raisonnable grâce à ce système des deux grands partis alternant régulièrement au pouvoir et assez puissants pour empêcher toute autre force politique de naître. Ah, mes amis, quelle chance ! Pas de députés communistes faussant le jeu parlementaire. Pas de nécessité non plus de sauveur suprême reléguant pour on ne sait combien de temps des talents incontestables dans de minables mairies de province. Efficace, fair-play, démocratique, incroyable quoi !

Las, il aura suffi d'une campagne électorale pour que croulent les illusions et que la même presse et les mêmes hommes se désolent. Il aura suffi que les conventions aussi bien républicaine que démocrate choisissent — toujours, sans doute, pour mettre les chances égales au départ — ah, cet esprit pionnier ! — les deux plus plats et plus nuls de chaque parti comme candidats à la présidence. Il aura suffi que l'extrême droite s'organise sur le plan électoral et vienne troubler le jeu. Et voilà le fameux système à toute épreuve, en péril.

Que de cris d'alarme entendus ces dernières semaines ! Que d'interrogations anxieuses ! Que de conseils, que de réformes proposées !

Les uns, qui admiraient tant la stabilité du gouvernement, découvraient que le bipartisme ne permet pas d'exprimer pleinement la complexité des tendances politiques. Les autres, qui vantaient la démocratie, s'apercevaient qu'on y élimine les candidats les plus valables. Formes fédérales, mode d'élections, droits des Etats, fonctionnement des partis : chacun a découvert une faille dans le beau système démocratique américain qui ne semble plus que ruines.

Pour un peu, on aurait bien conseillé aux Américains de prendre exemple sur certaines constitutions éprouvées : celles de la quatrième république ou de la cinquième par exemple. Car, on a beau dire, ces sacrés Américains sont entreprenants, c'est sûr ; mais pour ce qui est du raffinement, de la nuance, de la culture, ils n'arrivent pas à la cheville de la vieille Europe.

Heureusement, la victoire de Nixon a remis provisoirement les choses en ordre. C'est peut-être l'un des plus bêtes qui a été élu, d'accord ! Mais il y a eu un élu et c'est le principal. Et pas de ballotage, et pas de crise du pouvoir.

Tout de même on aura eu chaud. Assez pour s'apercevoir peut-être que lorsqu'un problème grave se pose à la société bourgeoise, il n'y a pas de constitution si éprouvée soit-elle par une longue tradition, qui puisse la protéger. Quelle misère !

GRECE Première manifestation d'opposition au régime des colonels

LE 29 septembre dernier, la Constitution proposée au référendum par la junte des colonels, recueillait 92 % des voix, 92 % de « oui » qui devaient donner au régime un semblant de légitimité populaire, ce qui allait permettre aux politiciens de tous bords, et aux gouvernements de reprendre des relations « normales » avec la dictature grecque ; ainsi des députés socialistes français avaient déclaré que cette Constitution devait conduire à un régime démocratique ; ainsi encore le gouvernement U.S. venait-il de lever l'embargo sur les armes lourdes, qu'il avait décidé au lendemain du coup d'Etat de la junte. On pouvait oublier l'étouffement de toutes les libertés, les milliers de déportés, la torture, puisque ces voix extorquées allaient justifier toutes les hypocrisies.

Un mois plus tard, dimanche 3 novembre, 300.000 Athéniens se retrouvaient, derrière le cercueil de Georges Papandreou, pour crier leur hostilité aux dictateurs, toute la population d'Athènes et du Pirée se retrouvait dans la rue, faisant éclater comme bulle de savon le mythe du référendum.

Aux cris de « démocratie, liberté », ces dizaines de milliers d'hommes, de femmes, de jeunes ont montré que, malgré la répression à grande échelle qui décime l'opposition, malgré le régime de terreur que font règner les militaires au pouvoir, la terreur qui règne en fait de façon quasi-ininterrompue en Grèce, depuis 1936, le peuple grec n'est pas à genoux.

Les Athéniens ont choisi le prétexte fourni par la mort d'un vieux politicien, pour clamer à la face des colonels, qu'ils n'étaient pas soumis ; et certes ce choix en la circonstance, pourrait couvrir une certaine équivoque.

(Photo U.P.I.)

Durant les obsèques de Papandréou...

L'homme qui servit, l'autre dimanche, de drapeau à leur manifestation, ce Papandréou, fut celui-là même qui, fin 44, aux ordres de Churchill et de l'impérialisme anglais, déclancha une guerre de répression, contre les forces de résistance dirigées par le Parti comuniste grec ; celui qui permit le retour du roi en Grèce, celui qui tint des milliers de militants de gauche en prison, quand il ne les faisait pas fusiller.

Seuls, ses différents avec le roi Constantin, en juin 1965, puis la prise du pouvoir des colonels, en on fait tardivement, le symbole de la liberté. Et aujourd'hui, à son enterrement se mélaient les manifestants de gauche, et les hommages de toute la droite grecque traditionnelle.

Mais cette ambigüité ne rassure guère les colonels, qui firent arrêter et condamner une quarantaine de manifestants, après avoir proposé de faire à Papandréou des obsèques nationales. Ce qui les inquiète, ce ne sont pas les couronnes mortuaires qu'avaient déposées les vieux politiciens de droite, aujourd'hui écartés de la vie politique ; ce qui les inquiète, et ils ont raison de s'inquiéter, ce sont ces jeunes manifestants pour qui la démocratie, la liberté ne sont pas que des mots réservés aux discours électoraux.

11 Novembre 1918 — 11 Novembre 1968

Ceux que nous honorons le plus...

WEEK-END tricolore : dans le clinquant et dans le mesquin, avec des discours, des prises d'armes et des défilés militaires d'un côté, et la mendicité publique pour le « Bleuet de France » de l'autre (sans doute parce qu' « Ils ont des droits sur nous »), tout ce que ce pays compte de banquiers et de généraux, et de drogués du patriotisme aussi, a commémoré le cinquantième aniversaire de la « victoire » de 1918.

(Photo A.F.P.)

14-18 - Ce fut cela pendant 4 ans. « On croit se battre pour la patrie et l'on se bat pour le plus grand profit des industriels et des banquiers. » (Anatole France)

La victoire ! Comme si les peuples gagnaient jamais les guerres que les possédants leur font faire.

Il y a cinquante ans, s'achevait le premier grand massacre à l'échelle de ce siècle. Pendant plus de quatre ans, de chaque côté des lignes de front, les gouvernements et les généraux avaient envoyé des millions d'hommes à la mort, au nom de la défense « du droit et de la civilisation ».

Aujourd'hui, personne ne se donne plus la peine de faire semblant de croire à de pareilles balivernes. Le recul du temps, et le rapprochement franco-allemand aidant, il est même de bon ton de reconnaître que les responsabilités furent partagées, et qu'au fond la guerre de 1914-18 fut en quelque sorte une espèce de gigantesque malentendu entre Européens. Mais on n'en commémore pas moins la « victoire » !

Et si, écœuré par tant d'hypocrisie, vous vous permettez de ricaner, alors on vous jette noblement à la face, en guise d'argument, le respect dû aux dix millions de morts du conflit.

Et bien, justement, c'est parce que nous nous souvenons qu'il y a eu ces dix millions de morts, que nous refusons les mascarades patriotiques.

Il faut toute l'impudence des politiciens bourgeois et des vieilles culottes de peau, pour oser retourner sur les lieux de leurs crimes, pour plastronner au milieu de ces immenses champs de croix qui couvrent désormais tant de régions d'Europe. Certes, les hommes politiques et les généraux d'aujourd'hui ne sont pas ceux qui ont pris une part directe à ce massacre, mais ils en sont les dignes successeurs, et ils ont, eux, aussi, du sang sur les mains, le sang versé lors de la dernière guerre mondiale, ou en Indochine, ou en Algérie,.

Au lendemain de la première guerre mondiale, une photographie de Poincaré avait fait scandale. Elle représentait le « grand Lorrain » au milieu d'un cimetière militaire, au cours d'une cérémonie officielle. Et il riait. Eh bien ! qu'il rient ou qu'ils s'endorment pendant les discours de ces cérémonies commémoratives, les descendants d'aujourd'hui des Poincaré professent le même mépris pour la mémoire des hommes qu'ils ont envoyé au massacre.

Et la tragédie de ce siècle, ce n'est pas seulement les milliers de morts de la grande guerre, c'est que cinquante ans après, l'anniversaire de cette hécatombe soit présidé par les mêmes rapaces qui, il y a un demi-siècle, l'organisèrent, et qu'ils puissent impunément aujourd'hui en tirer des trémolos patriotiques, afin de préparer les cœurs, si besoin en était, à la prochaine.

Non, il n'y a pas de quoi célébrer ce 11 novembre. Il n'ouvrait même pas une époque nouvelle, une époque de paix, comme l'espéraient tant de ceux qui crurent tomber dans la « der des der ». Ce n'était que le premier jour de l'entre-deux guerres.

Le 11 novembre 1918 ne réglait rien. Il se contentait de mettre une trêve au conflit entre les différents impérialistes, et il laissait en place la société, et les hommes, responsables du massacre. Il contenait déjà en germe le fascisme italien, le nazisme, et la deuxième guerre mondiale. Dans l'histoire de l'humanité, ce sera une journée de deuil pour tous les peuples, y compris les « vainqueurs ».

En ce 11 novembre 1968, nos pensées se tournent vers les millions d'hommes morts pour rien, sinon pour les plus grands bénéfices des banquiers de tous les pays. Mais elles se tournent surtout vers ceux qui tentèrent de mettre un terme au conflit, de tourner les fusils qu'on leur avait donné contre leurs propres exploiteurs, pour construire une société nouvelle, à jamais débarrassée du spectre de la guerre.

Mutinés français du Chemin des Dames, soldats russes massacrés au camp de la Courtine, matelots de Kiel et de Cronstadt, en levant au dessus des mêlées fratricides le drapeau rouge de la révolution socialiste, vous seuls montriez à l'humanité le chemin qui conduit vers la paix, non pas par la « der des der », mais par la « lutte finale », celle des exploités contre les exploiteurs.

En novembre 1918, l'espoir du monde ne résidait pas dans ces généraux séniles qui à Rethondes préludaient à un nouveau partage du monde. L'espoir du monde, c'était le premier Etat ouvrier qui dans la tourmente fêtait son premier anniversaire, c'était aussi le drapeau rouge flottant sur Berlin.

Et si la révolution allemande fut vaincue, si l'Etat soviétique isolé finit par dégénérer, la voie que nous ont montré les Lénine et les Trotsky, les Liebknecht et les Luxembourg, et des milliers de combattants inconnus, reste la seule voie qui puisse faire échapper l'humanité à la barbarie.

Vivent les mutins !

Loisirs surveillés :

Le week-end de la dernière chance

LA Commémoration de la fin de la première grande boucherie mondiale, était accompagnée cette année de l'avantage d'un week-end prolongé. Mais ce « week-end de la dernière chance » fut gros de menaces pour tous ces morts en puissance que sont les automobilistes. M. Marcellin ministre de l'Intérieur n'avait-il pas annoncé que si les automobilistes n'agissaient pas avec sagesse, le gouvernement se verrait contraint d'imposer une limitation de vitesse ? Et en attendant, opérations de contrôle, surveillance et « alcooltest » devaient être dans le cadre du plan « Primevère », le moyen d'assurer à tous un bon week-end...

Il devient décidément de plus en plus « agréable » d'aller se détendre le week-end en prenant la route. Tout se passe comme si la solution aux problèmes de la circulation consistait à dégoûter les automobilistes de circuler. Il n'y a d'ailleurs que dans cette optique que l'on puisse attendre d'un ministre de l'Intérieur, qu'il ait de l'imagination. Et comme il n'y a pas besoin de crédits pour cela, il ne risque pas de rencontrer l'opposition du reste du gouvernement.

Pour aménager le réseau routier existant, construire de nouvelles autoroutes, il n'en est pas de même. On pourrait pourtant améliorer considérablement la sécurité dans la circulation par ces moyens. On se tue statistiquement deux fois moins sur une autoroute que sur une route à deux sens.

Mais il faut bien voir que l'aménagement du réseau routier ne résoudrait pas tous les problèmes : il ne porterait pas remède au comportement asocial de la plupart des automobilistes, qui se sentent au volant ce qu'ils ne sont pas dans la vie, dans cette société, maîtres de quelque chose, s'imaginant posséder enfin la puissance leur permettant d'échapper à toute règlementation.

Il ne résoudrait pas non plus le problème de l'organisation aberrante de la vie sociale de notre époque. Dans cette organisation, avec ses week-ends, avec ses vacances que tout le monde prend en même temps, on ne connaît que l'aliénation du travail parcellaire aux rythmes épuisants, ou le défoulement collectif du « loisir » systématique. Deux jours sur sept, rouler devient un véritable calvaire, et la route un véritable chemin de croix...

Plutôt que de pousser les citadins à rester enfermés dans leurs villes enfumées, une autre organisation sociale permettrait de prendre sept jours par semaine, les chemins qui ne mènent pas forcément à l'usine, ou au bureau... mais pas au cimetière non plus.

Assemblée de l'Union Générale des Travailleurs Réunionnais

LE 27 octobre s'est tenu à Paris, l'assemblée générale de l'U.G.T.R.F. (Union Générale des Travailleurs Réunionnais en France) d'obédience pro-Parti communiste réunionnais. Cette association regroupe en majorité des travailleurs intellectuels ou manuels, mais compte aussi en son sein des étudiants. Cette association convoque tous les ans une assemblée générale où sont présentés différents rapports et qui sont adoptés, noblesse oblige, à « l'unanimité ». Puis on passe à l'élection de nouveaux membres de la commission exécutive en remplacement des membres sortants.

Cette année, les participants étaient plus nombreux que les années précédentes et la salle était comble.

Après la présentation par le secrétaire général du rapport d'activité de la commission exécutive sortante, la parole était donnée à ceux qui « avaient des questions à poser » ou des « critiques à formuler ».

Entre les propos très mous du président de la séance sur la « démocratie authentique », et les interventions des jeunes sur leurs conditions de vie en France, manifestant ainsi leur haine du colonialisme et de leurs exploiteurs, il y eut un fossé.

Certains jeunes commencent à douter de la sincérité de ceux qui, dans les coulisses, déterminent l'orientation politique et les objectifs de l'U.G.T.R.F., objectifs qui n'ont rien à voir avec le socialisme.

Ainsi, maladroitement, confusément peut-être, certains sont intervenus pour dénoncer la trahison des centrales syndicales et du P.C.F. pendant les événements de mai-juin, ou ont posé des questions très embarrassantes à l'U.G.T.R.F. Par exemple :

— Quels sont les moyens qu'entend utiliser l'U.G.T.R.F. pour faire appliquer le programme de l'autonomie. (Rappelons que ce programme prévoit :
- la réforme agraire ;
- la nationalisation des usines sucrières ;
- le droit de commercer librement avec les autres pays, etc.).

— Les élections sont un des moyens à utiliser, dit le président, car ça permet « aux masses » de prendre conscience de l'exploitation colonialiste. Sans blague ! Et tous ceux qui moisissent dans les geôles de Saint-Denis, qui sont « suicidés » pendant leur détention, comme Pastour qui, il n'y a pas longtemps, a été retrouvé mort ? Ceux qui se font agresser par les nervis locaux parce qu'ils n'apprécient pas « l'aide généreuse de la France », ceux qui habitent les bidonvilles et qui crèvent à petit feu, les dizaines de milliers de chômeurs ou les paysans pauvres, ceux-là n'ont-ils pas conscience de leur situation ? Ne ressentent-ils pas dans leur chair et leurs os la dictature du colonialisme français ? Est-il besoin de voter pour avoir conscience que son ventre est vide, qu'on reçoit des coups de matraques ou autres saloperies ?

Si les « élections » sont un des moyens, à la Réunion, permettant aux masses de prendre conscience », encore faut-il imposer par la force qu'elles soient libres. Les dirigeants de l'U.G.T.R.F. et du P.C.R. n'ont pas pris « conscience » de cela.

L'impérialisme français utilise la force armée pour se maintenir en place. A des brigands armés qui organisent la fraude électorale, le pillage de l'île par une exploitation forcenée des masses, la classe ouvrière réunionnaise ne peut imposer des changements que si elle se donne un parti révolutionnaire qui dirigera sa lutte sur un terrain de classe.

Et les jeunes qui ont posé le problème des moyens à employer pour appliquer le programme de l'autonomie, ont en fait posé le problème de la lutte armée. Cela est plus important que tous les discours du président de la séance, sur la « démocratie authentique ».

MAI CONTINUE AU LYCÉE

PARTIE des lycées Honoré-de-Balzac et Stéphane-Mallarmé, l'agitation a gagné peu à peu bon nombre d'établissements parisiens.

Quelles que soient les raisons locales qui ont çà et là motivé cette agitation lycéenne : droit d'affichage politique, droit de réunion, lutte contre l'exclusion arbitraire de tel ou tel élève connu pour ses opinions politiques, etc., presque toujours la lutte s'est peu à peu transformée en lutte contre les sanctions et contre la répression. Et quand les choses en arrivent à ce point c'est la majorité pour ne pas dire la quasi-unanimité des élèves que l'administration trouve devant elle. Tout naturellement face à la répression les lycéens serrent les rangs et la solidarité a réussi en quelques jours, ce que l'agitation des premières semaines de la rentrée n'avait parfois pu faire.

C'est un phénomène bien connu et les jeunes, plus particulièrement les étudiants et les lycéens, semblent être devenus allergiques à la vue d'un uniforme. Les rodomontades de Marcellin menaçant de fermer les lycées indociles ont provoqué une riposte immédiate : la journée nationale d'action des C.A.L. prévue pour le mercredi 13 novembre. Tout porte à croire qu'elle sera un succès.

Oui, cela semble manifeste, mai continue au lycée. Alors que chez les autres catégories sociales, le sentiment dominant est bien souvent l'amertume après la défaite électorale de la gauche en juin et le train de hausses qui a pratiquement annulé l'effet des grèves, le lycée reste le lieu privilégié où les enthousiasmes et les espoirs mobilisent encore des centaines, voire des milliers de jeunes.

Et c'est bien normal. Les jeunes qui ont été les participants les plus actifs des événements de mai n'avaient pas le droit de vote ; ils ont clairement apprécié la manœuvre gouvernementale à laquelle s'est prêté le P.C.F., ils ont crié « élections trahison ! ». Ils n'ont pas été démoralisés par une défaite qui n'était pas la leur. Mai, pour eux n'a pas été une simple poussée de « rougeole » comme tant de parents et de ministres voudraient nous le faire croire, ce fut le début d'une vie nouvelle et si aujourd'hui les lycéens ont gardé confiance en eux-même, c'est qu'ils ont gardé le meilleur de mai : cette rencontre entre la jeunesse et les idéaux révolutionnaires.

Car il faut voir les choses en face : les jeunes lycéens ne se battent pas seulement pour des questions de règlement intérieur et de discipline. Sous les revendications souvent confuses, locales, contradictoires, perce une incontestable, une salutaire aspiration à la liberté et à la dignité. Une liberté et une dignité bafouées au lycée certes, mais bafouées aussi dans toute la vie sociale. Plus ou moins clairement selon leur degré de politisation c'est toute la société que les jeunes remettent en cause. Et ils ont raison.

Il ne faut pas chercher ailleurs les raisons de l'agitation lycéenne. Il n'y a pas un malaise de la jeunesse, il y a un malaise de la société toute entière et les jeunes, parce qu'ils sont jeunes, justement, l'expriment à leur façon. Mais dans leur colère et leur soif de justice et de liberté, nous devons tous nous reconnaître.

Certes leur action pour une société nouvelle peut paraître inefficace et elle l'est, dans la mesure où la transformation de la société ne peut pas être l'œuvre des lycéens en tant que lycéens. Quand bien même le lycée serait « ouvert sur la vie », il ne saurait être un instrument de la transformation sociale nécessaire. Mais il dépend des lycéens que le lycée soit désormais le lieu où se propageront les idées et où se formeront les hommes dont le mouvement révolutionnaire ouvrier a tant besoin. Les lycéens ont l'enthousiasme, le goût de la liberté, de la justice, ils ont un énorme potentiel de dévouement et de sacrifice, il s'agit de leur donner une conscience politique et de préparer les meilleurs d'entre eux non à leur fonction de militants lycéens mais à un avenir d'hommes dévoués à l'humanité, c'est-à-dire de révolutionnaires. C'est une tâche considérable, et qui demandera peut-être de sacrifier certaines formes de lutte spectaculaires au profit d'un travail d'éducation et d'organisation moins voyant mais plus solide et durable, mais c'est aussi la seule façon de bâtir autrement que sur du sable.

L'action du C.A.L. au Lycée de Montreuil

AU lycée de Montreuil, la grève de mai-juin fut active. Elle permit une politisation relative des élèves et à l'ensemble des groupes gauchistes aujourd'hui dissous ainsi qu'aux anarchistes de s'implanter solidement tout au moins en influence.

Cependant, le désir d'unité des éléments révolutionnaires ne permit pas à ce moment là la constitution d'un C.A.L. En effet, les éléments ex-Révolte-F.E.R. n'acceptaient qu'un comité de grève. Les J.C. s'intégrèrent tardivement à celui-ci dans l'optique évidente d'en freiner l'action de l'intérieur.

A la rentrée, constitution du C.A.L. La J.C. fortement appuyée par la municipalité ultra-stalinienne de Montreuil (ville de Jacques Duclos) propulsa en vain une U.N.C.A.L. fantôme.

Le C.A.L. n'en regroupa pas moins l'ensemble des révolutionnaires et éléments radicaux du lycée.

Ne limitant pas son action au seul lycée, mais en contact avec le Comité d'Action de Montreuil et quelques éléments du Collège d'Enseignement Technique Condorcet, le C.A.L. entama son action par un appel à continuer le combat de mai, tant sur le plan de la lutte anticapitaliste et antigaulliste, que pour démystifier la participation dans le lycée.

La première apparition massive du C.A.L. se situe au lendemain de la manifestation parisienne de soutien aux étudiants mexicains : 16 élèves du lycée s'étant retrouvés à Baujon, un meeting (700 participants) suivi d'une grève de protestation d'une demi-heure fut improvisé.

Entre temps, l'administration du lycée, appuyée dans les faits tant par la J.C.-U.N.C.A.L. que par l'U.J.P., tenta de tromper les lycéens :

A la demande par ceux-ci d'un foyer autogéré elle biaisa, prétexta d'abord d'attendre la rentrée, puis le 12 octobre (jour de l'élection des délégués) puis la mise en place d'un comité de gestion,, puis la rédaction par ce comité d'un règlement. Entre temps elle ferma le foyer, qu'elle avait ouvert à la seule fréquentation individuelle quelques jours après la rentrée.

En réalité, elle visait à faire trainer les choses en longueur.

Le C.A.L., dès le jour de la rentrée, avait imposé l'affichage politique et la vente de journaux dans l'établissement, parallèlement il s'expliqua, insuffisamment cependant, sur le foyer.

Le mardi 30 octobre le C.A.L. organisa un nouveau meeting dans la cour à 10 h 30 (500 présents) pour exposer la situation :

Une décision fut prise : OCCUPER LE FOYER.

120 élèves mirent immédiatement la décision en exécution.

Intervention de l'Administration, incidents, réaction immédiate du proviseur :

Un élève a été convoqué à 15 h sans lui dire pourquoi : c'était un piège. Il est introduit dans une salle où se tient un conseil de discipline hâtivement convoqué.

Le jeune camarade est exclu pour huit jours dans des conditions scandaleuses :

1) Le Conseil est illégal et hybride (ni le règlement ancien, ni le nouveau).

2) L'élève n'a pas droit à un avocat.

3) Certains professeurs (membres du P.C. en particulier) sortant du motif de l'exclusion se livrent à une véritable inquisition sur les idées du jeune.

Le lendemain mercredi à 10 h 30 meeting de protestation (7 à 800 présents), le soir à 17 h 30, manifestation insuffisamment préparée et mal placée (1 heure après le départ en vacances des élèves), 100 participants cependant malgré la présence de la police.

Le lundi 4 novembre, après la rentrée, reprise de l'action :

Un journal explicatif : C.A.L.-Informations, est distribué.

A 10 h 30 se tient un nouveau meeting dans la cour (600 participants) qui se conclut par l'envoi d'une large délégation auprès de l'Administration puis compte rendu de celle-ci dans vingt classes environ.

Signalons l'odieuse attitude d'une J.C. qui se vanta publiquement au meeting d'avoir voté pour les sanctions. Ceci après que le 30, l'U.N.C.A.L. ait distribué un communiqué sur les événements consécutifs à l'occupation du foyer, sans même parler de cette sanction et à plus forte raison sans appeler à la combattre.

Résultat : certes il ne fut pas possible d'obtenir la levée de la sanction, car l'Administration en fit un point d'honneur, l'élève fit donc ses huit jours de mise à pied. Mais en fait l'Administration céda : le foyer est maintenant ouvert, diverses réunions sont tenues et hâtivement le proviseur fit distribuer le projet de règlement provisoire qu'il couvait depuis quelque temps.

Continuant l'action, le C.A.L. distribua alors un texte appelant les lycéens à s'opposer :

1) à tout règlement non adopté par une Assemblée générale des usagers.

2) à tout comité de gestion non élu par cette même Assemblée générale.

Dans le même texte le C.A.L. soumet à la discussion un autre projet visant à obtenir un foyer assurant véritablement la liberté politique et ouvert aux jeunes élèves du technique et aux travailleurs.

Mais pour obtenir cela il faudra surmonter bien des obstacles ; une chose est certaine, cela passe par une démystification totale, dans l'esprit des élèves progressistes, des J.C. et de leur rôle démobilisateur.

● Honoré de Balzac

La lutte paie !

Après la grève du mercredi 30 octobre, qui avait rassemblé 1 200 lycéens, une commission quadripartite, présidée par une inspectrice envoyée par le rectorat, siégeait le lundi 4 novembre.

Après toute une après-midi de dures discussions, 6 élèves sur les 8 exclus étaient réintégrés dans le lycée, les 2 autres étant réintégrés dans d'autres établissements.

Le mercredi 30 avait été décidée une suspension de la grève jusqu'au résultat de la commission.

Les lycéens considérant n'avoir pas obtenu entière satisfaction décidèrent en Assemblée générale le mardi 5 novembre de faire une grève des cours de 24 h.

Une image de la lutte des étudiants japonais

Ici, un groupe d'étudiants de la Zengakuren se prépare aux assauts de la police.

Il s'agit d'une manifestation, le 21 octobre, devant la gare Shinjuku, un des centres les plus peuplés de la capitale. Il y eut ce jour-là 700 arrestations.

(Photo 11 P.I.)

L'ACTIVITÉ DE L'U.N.C.A.L.

Vaine manœuvre pour dépolitiser les lycéens

POUR la première fois, en mai dernier, les jeunes des lycées faisaient irruption sur la scène politique. Ils descendaient dans la rue, manifestaient aux côtés des travailleurs et des étudiants, discutaient et s'organisaient dans leurs établissements, affirmaient clairement leur volonté de ne pas rester à l'écart de la lutte politique.

Mais si la politisation massive du milieu lycéen représente un des principaux acquis de mai, il ne faut pas oublier qu'elle apparut déjà avant mai, présageant l'explosion qui allait suivre. Avant mai déjà, à l'initiative de certains « gauchistes », des jeunes s'organisaient dans les Comités d'Action Lycéens (C.A.L.), et lorsque le mouvement prit l'ampleur que l'on sait, c'est vers ces organisations embryonnaires mais existantes que se tournèrent tous ceux qui aspiraient à participer à la lutte.

Les C.A.L. se gonflèrent rapidement. S'y retrouvèrent tous ceux qui prirent conscience que la société avait besoin d'être radicalement transformée et pas à l'aide d'un bulletin de vote auquel les jeunes de 15 à 21 ans n'ont d'ailleurs pas droit.

Bien sûr, malgré l'enthousiasme, la combativité, la générosité des jeunes des lycées, la politisation ne se fit pas sans une extrême confusion et pas mal de gesticulations dans le vide. Mais elle se fit quand même. Elle apporta la preuve que les jeunes des lycées étaient capables de se mobiliser sur des bases politiques et qui plus est sur des bases « gauchistes », en dehors et malgré les organisations de « gauche » traditionnelles, en dehors et malgré le P.C.F. qui n'avait rien prévu ni rien organisé.

Or, que des jeunes se regroupent sur la base d'aspirations révolutionnaires aussi confuses soient-elles, mais en dehors de leur Autorité, et que, de plus, des jeunes J.C. soient emportés par cette vague, c'était beaucoup plus que les dirigeants staliniens n'en pouvaient supporter. Dès que ce phénomène nouveau apparut dans toute son ampleur, ils décidèrent d'y mettre un terme, d'une façon ou d'une autre. Ou bien en reprenant en mains la direction du mouvement, ou bien en désamorçant si besoin était la politisation, ou bien, ce qu'ils firent, en jouant à la fois sur les deux tableaux.

L'offensive de « récupération » fut lancée les 15 et 16 juin derniers, lors de la réunion du Congrès national des C.A.L. Il faut rappeler que ce que les lycéens appellent congrès n'a pas grand chose à voir avec les congrès d'organisations syndicales traditionnelles, auxquels ne sont autorisés à participer que des délégués dûment mandatés, et dont les prises de position et décisions ont ensuite force de loi.

Au contraire, par réaction contre les appareils bureaucratisés, les lycéens refusent de s'embarrasser de statuts organisationnels. Leur congrès est en fait une grande assemblée générale ouverte à tous les membres des C.A.L. (ce qui est déjà difficile à établir dans la mesure où il n'y a pas de cartes d'adhésion), mais absolument pas un centre de décision : les lycéens y discutent, y partagent leurs expériences respectives, y font le point des luttes engagées ici ou là.

C'est à ce congrès des 15 et 16 juin derniers que les membres de la J.C., poussés par le P.C.F., affluèrent en masse. Etant donné leur nombre, le caractère de la réunion et l'inexpérience de la plupart des jeunes lycéens présents, il leur fut aisé de critiquer les « gauchistes » présents, de les mettre en minorité, et de faire voter une résolution portant sur la création d'une nouvelle direction du mouvement des C.A.L. : l'Union Nationale des Comités d'Action Lycéens (U.N.C.A.L.). En fait, les « unitaires » du P.C.F. prenaient sans scrupules la responsabilité de créer une scission dans le mouvement afin de le chapeauter.

Mais par une victoire si facile, les dirigeants de la J.C. ne se préparaient pas des lendemains qui chantent. Car le tour n'était pas joué. Si la direction nationale du mouvement passait apparemment du jour au lendemain dans la sphère d'influence du P.C.F., il n'en était pas de même pour les C.A.L. locaux qui, eux, demeuraient sinon des repaires de « gauchistes », du moins des regroupements de jeunes de toutes tendances, mais tous également séduits par des perspectives révolutionnaires, bien que confuses. Et c'est sur le terrain local que le P.C.F. allait affronter les difficultés réelles.

Au lendemain du congrès des 15 et 16 juin, la plupart des différents C.A.L. de lycées réunissaient leurs militants pour décider si oui ou non, l'organisation locale acceptait le rattachement à la nouvelle direction, l'U.N.C.A.L. Et non seulement ce rattachement fut repoussé dans la majorité écrasante des cas, mais encore de nombreux J.C. acceptèrent, après ce verdict, de demeurer au sein des organisations existantes afin de ne pas nuire à l'unité et donc à la force du mouvement. En fait, ce qui échappait au P.C.F. dans une période où la mobilisation lycéenne était encore importante, c'était non seulement le contrôle de l'ensemble du mouvement, mais encore le contrôle de ses propres ouailles. Et il faut croire que ce travail d'« auto-récupération » n'a pas été aisé car ce n'est que maintenant, c'est-à-dire plus de 4 mois après que le P.C.F. ait mis au point sa tactique de division, que celle-ci semble entrer systématiquement en application.

En effet, depuis la mi-octobre, les J.C. de nombreux établissements, auparavant partie prenante des C.A.L., prennent unilatéralement l'initiative de rompre en diffusant des tracts critiquant les organisations existantes et appelant au regroupement sur de nouvelles bases. C'est là manifestement le résultat de pressions multiples exercées par l'appareil du P.C.F. sur les jeunes J.C., afin que ceux-ci acceptent de sacrifier l'unité du mouvement à leurs intérêts de boutiques.

Indépendamment des manœuvres bureaucratiques « au sommet », le P.C.F. mène l'offensive de récupération sur un autre plan : pour mieux concurrencer les C.A.L., sa propagande est axée, non sur la politique, mais sur la lutte purement syndicale et même sur l'apolitisme.

Tout d'abord les tracts de l'U.N.C.A.L. mettent tous l'accent sur la grande victoire remportée en Mai par les lycéens, quitte à présenter pour cela comme de grands succès des promesses ou formules vides de tout contenu. Par exemple, l'U.N.C.A.L. du lycée d'Antony annonce entre autres changements importants pour la rentrée :

— le droit à l'information ; or les lycéens n'ont obtenu officiellement ni salle où se réunir, ni abonnements à la presse périodique, ni a fortiori le droit d'expression politique.

— le début d'un tronc commun en sixième ; peut-être entend-on par là la suppression du latin en sixième ?

Les élèves du lycée Marie-Curie à Sceaux auraient, elles aussi, obtenu le droit à l'information. Or, tout ce qu'elles ont obtenu jusque là c'est un « foyer » où elles pourront apprendre... la vannerie, et pourquoi pas, bientôt, la cuisine ?

Au lycée Lakanal, toujours à Sceaux, si les élèves n'ont pas obtenu le droit de faire de la politique, ils ont obtenu que leurs délégués élus aient le devoir d'assister aux cérémonies commémoratives de la boucherie impérialiste de 1914.

Ce sont là des exemples parmi tant d'autres.

Bien sûr, les tracts de l'U.N.C.A.L. appellent à continuer la lutte, car rien n'est jamais définitivement acquis. Mais cette lutte doit avoir un caractère strictement syndical. Pour le P.C.F., une telle tactique vise un double but :

— d'une part, faire pièce aux C.A.L., politisés, en choisissant un autre terrain de combat, le terrain syndical, soi-disant plus susceptible de rallier les « larges masses ». En fait il s'agit, quitte à détruire toute politisation, d'enlever aux « gauchistes » toute influence dans ce milieu.

— d'autre part, obtenir que l'U.N.C.A.L. soit reconnue un jour comme organisation syndicale représentative des lycéens.

Le bureau National de l'U.N.C.A.L., réuni à Paris le 18 septembre dernier, insiste beaucoup sur cette revendication : « Le droit des lycéens à s'organiser ne semble pas reconnu, au contraire, des déclarations publiques et dans la presse, laissent apparaître des menaces ; l'U.N.C.A.L. organisation syndicale des lycéens ne pourrait présenter en tant que telle ses candidats aux élections, les candidatures étant éxigées individuelles ».

Malgré ses efforts, le P.C. est cependant loin d'avoir réussi à vider les C.A.L. de leur substance et à chapeauter ce qui reste. En réalité, les seuls endroits où l'U.N.C.A.L. enregistre des succès sont ceux où les lycéens ne sont plus mobilisés. Mais partout où les lycéens ont envie de lutter, partout où ils sentent plus ou moins clairement que ce qu'ils désirent dépasse le cadre des revendications catégorielles, ils refusent les manœuvres de dépolitisation à leur égard, qu'elles viennent du gouvernement ou du P.C.F.

Au C.E.S. de Noisy-le-Grand

AU C.E.S. de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis) le samedi 9 novembre, tous les professeurs nouveaux dans l'établissement, et les maîtres auxiliaires nouveaux ou anciens, ainsi que les surveillants, ne sont pas encore payés depuis la rentrée, le 27 septembre.

Après la Toussaint, les choses ont mis un peu de temps à se savoir, il y a beaucoup de nouveaux, on ne se connaît pas bien. Mais presque tous à tour de rôle ont téléphoné à l'Inspection Académique de Bobigny qui donne à tous la même réponse.

Le traitement des 4 jours de septembre, celui d'octobre et de novembre seront payés fin novembre. De raisons ils ne peuvent pas en donner, sinon la longueur des papiers à remplir. On se demande lesquels car nous avons par contre déjà reçu nos bulletins de salaire. D'autre part, elle refuse catégoriquement de faire des avances sur le salaire que nous aurions déjà dû percevoir. L'Etat se trouve donc, selon le code du Travail, dans l'illégalité et nous devrait même des dommages et intérêts.

Là-dessus se constitue une section locale du S.N.E.S. qui propose une grève mais en réfère avant au S 3 (qui est le bureau syndical pour l'Académie de Parie) pour demander son appui. Le S 3 déconseille la grève car « le retard en ce qui concerne le personnel auxiliaire est normal (sic !) mais nous allons intervenir au rectorat, attendez la réponse ».

Mercredi nous recevons une réponse du S 3 affirmant que le rectorat a donné l'ordre que nous soyions payés dès vendredi, nous décidons donc de reporter la grève au samedi matin au cas où nous ne serions toujours pas payés.

Vendredi, nouveau coup de téléphone du S 3 : « les chèques seront mandatés par la Trésorerie le mardi 12. Ne faites pas grève puisque vous allez être payés, c'est sûr ».

« — Alors, demandons-nous, nous pouvons commencer à tirer des chèques dès mardi ?

— Non, non, attendez le reçu. »

Nous nous réunissons à nouveau pour décider de ce que nous allons faire. Un certain flottement apparaît déjà du fait de l'attitude du S 3. Cependant nous décidons la grève pour le samedi matin, pendant que la secrétaire du S 1 se rend à Paris au S 3 pour avoir des explications.

Samedi matin, on nous annonce : « Le S 3 se dégonfle ». Il y a peu de classes le samedi et nous sommes peu nombreux.

A quatre, dont deux du S.G.E.N. (C.F.D.T.), on décide de prévenir les élèves de ce qui ce passe et de les garder en leur demandant de faire protester leurs parents à l'Inspection Académique.

Seulement, maintenant, beaucoup d'entre nous sont déçus, ils étaient venus au S.N.E.S. pensant que c'était le syndicat le plus combattif et espérant y trouver un soutien autre que les sempiternelles promesses de l'administration. Une maitresse auxiliaire déjà trouve l'attitude du S.G.E.N. plus ferme dans l'histoire, parle d'y adhérer. (Et ce fait n'est pas nouveau, l'ensemble des surveillants ont adhéré au S.G.E.N. en mai pour ces mêmes raisons.)

Le mouvement risque de toucher cependant d'autres professeurs mardi, mais sans grandes perspectives pour la suite. Le S.N.E.S. semble définitivement déconsidéré. Ce n'est pas manque de combattivité de notre part. Alors qui divise, qui freine les mouvements ? C'est à se demander quelle est la préoccupation principale du syndicat : qu'une telle chose ne se reproduise plus, alors que chaque année à la rentrée nous devons demander notre dû, ou bien essayer d'éviter que nous manifestions notre mécontentement par le seul moyen qui nous est laissé.

Communiqué d'INITIATIVE SOCIALISTE

DES menaces de mort signées du mouvement «Occident» ont été adressées à la revue « Initiative socialiste ». Elles visent Alain Geismar, Jacques Sauvageot, et les animateurs des comités d'action. Ces menaces constituent un développement logique de la mansuétude du pouvoir gaulliste à l'égard des anciens comploteurs d'Alger, des membres de l'extrême droite fasciste. Tandis qu'en juin dernier onze organisations révolutionnaires étaient dissoutes, Salan, Bidault et Soustelle étaient amnistiés.

L'indignation suscitée par les récents attentats des groupes « Occident » contre les locaux du S.N.E.Sup. et du journal « Action » ont obligé le gouvernement à faire un geste pour paraître équitable : la dissolution du mouvement « Occident ». Mais cette dissolution reste purement formelle. Les groupes « Occident » poursuivent leur activité criminelle tandis que la police traque les vendeurs de la presse d'extrême gauche.

Il est également logique que ces émules français de l'hitlérisme tentent d'intimider les militants groupés autour de la revue « Initiative socialiste » dont le souci principal est d'œuvrer à l'unification des organisations révolutionnaires qui se sont trouvées à l'avant-garde du mouvement de mai 68.

L'ensemble de ces menaces et la complicité tacite de la police démontrent que les organisations ouvrières doivent assurer elles-mêmes leur propre sécurité et constituer sans tarder leurs propres groupes d'auto-défense.

Le directeur-gérant
Jean-René Chauvin

Pièces jointes : photocopies de l'enveloppe et de son contenu.

l'hôpital Lariboisière.

• A L'ASSISTANCE PUBLIQUE

PLUS DE TRAVAIL AVEC MOINS DE PERSONNEL ET EN MOINS D'HEURES

LES accords signés entre le Ministère de la Santé, la Direction générale de l'Assistance Publique et les syndicats, au lendemain de mai, reconnaissaient la semaine de 40 heures comme semaine légale (ce qui existait déjà depuis 36 pour l'ensemble des salariés, n'était pas inscrit dans les textes de l'A.P.).

Les modalités de diminution des horaires étaient prévus comme suit : 42 heures au 1er juin, 41 heures au 1er janvier 69, les 40 heures quand on pourrait, en fonction des « nécessités du service ».

Dès juin, il se posa un certain nombre de problèmes puisque dans la plupart des hôpitaux parisiens, les 42 heures furent en réalité 43 h, 44 h (comme avant), 42 h 40, etc., bref, nulle part ou pratiquement il ne fut possible de donner vraiment les 42 heures, et ce pour la bonne raison que le personnel était déjà déficitaire, avant même la diminution d'horaire.

Pour que la diminution d'horaire soit effective, il aurait fallu embaucher quelques milliers d'agents, or il n'y a eu qu'un tiers des postes effectivement créés. Il est donc évident que la diminution d'horaire n'est que théorique...

Chaque année on embauche à l'A.P. du personnel « intermittent », c'est-à-dire qui, n'étant pas titulaire, peut être licencié du jour au lendemain. Ceci se pratique, bien entendu, depuis des années en particulier au moment des vacances, ou dans les moments « de pointe ». En juin cela s'est fait comme d'habitude, mais ces engagements etaient censés définitifs pour permettre la semaine de cinq jours. Aujourd'hui, l'Administration veut faire des économies, et on assiste depuis la rentrée, à des « défalcages » de personnel intermittent : 83 à Saint-Antoine, 43 à Neker, où ce n'est qu'une première fournée, 80 à Lariboisière, plus de 100 à Saint-Louis, plus de 50 à Tenon...

Il est certain que, devant cette situation le mécontentement est grand, en particulier dans les services où, avant mai, on manquait déjà de personnel de façon chronique.

Or, les syndicats, depuis la rentrée, ont brillé par leur mutisme. La C.F.D.T. a organisé récemment une conférence de presse pour « mettre le public au courant de la situation », F.O. est allée discuter (à Saint-Louis en particulier) pour essayer de faire abaisser le nombre des licenciés, la C.G.T. a fait circuler diverses pétitions... En bref, des broutilles et du train-train habituels.

Pourtant lundi dernier à Lariboisière, les choses ont bien failli se gâter, quand on a appris que 89 agents hospitaliers avaient reçu leur lettre de licenciement. Tout le monde était bien entendu touché par le surcroit de travail qui allait en résulter. Et le mécontentement était très vif. Les syndicats proposèrent donc une grève pour jeudi 7 novembre.

La veille de cette grève, devant la simple menace la directrice de l'hôpital revenait sur 61 licenciements, réintégrant 48 agents et en mutant 13 autres dans divers hôpitaux de banlieue. Elle ajoutait à ce propos qu'elle avait eu tort de ... licencier en une fois, que par « petits paquets » cela n'aurait pas entraîné une telle réaction, laissant entendre que la prochaine fois...

A l'assemblée générale du jeudi matin cette réintégration fut donc annoncée comme une «grande victoire» et les syndicats proposaient... de ne pas faire grève, malgré les 18 licenciements restants.

Mais un certain nombre de problèmes n'étaient pas réglés pour autant, en particulier le fait qu'il existe une « liste noire » pour les élèves qui viennent d'obtenir le diplôme d'Etat et qui, s'étant fait remarquer en Mai, ne peuvent obtenir leur affectation à Lariboisière. Le personnel de l'hôpital, voulant une réponse à ce sujet alla donc en masse devant le bureau de la directrice. Là, seuls les délégués montent et ne sont pas reçus. Ils font rentrer le personnel au travail, pour aller toujours seuls à l'Administration Centrale qui les renvoie à la directrice, et... ils s'en contentent.

Mais inutile de dire que, si les choses en sont là à Lariboisière, il sera quand même difficile à la directrice de « défalquer » cette année.

• QUELQUES CHIFFRES :

En fait il n'y a pas que l'hôpital Lariboisière où existe la menace de licenciements. On le sait les hôpitaux manquent de personnel mais le gouvernement ne débloque pas les crédits nécessaires pour en embaucher. Ainsi après les grèves de mai-juin le personnel hospitalier obtint une réduction d'horaire, la semaine devait être de 5 jours de travail. Pour cela on estimait à 6000 personnes le nombre nécessaire pour réduire la durée du travail du personnel hospitalier. En juin-juillet l'administration de l'assistance publique embauchait 3000 personnes, mais le ministre des affaires sociales n'accorda les crédits que pour 1500 personnes de plus. Résultat : depuis fin août la menace de licenciement pèse sur 1500 personnes dont 400 à 500 pour les seuls hôpitaux Lariboisière, Bichat, St-Antoine et Berck-plage, doivent être licenciés d'ici à la fin de l'année. Pourtant on parle du scandale des hôpitaux où l'on manque de personnel. Allez y comprendre quelque chose ? Si la solution pour régler une partie du problème de l'hôpital consiste à embaucher du personnel et à le qualifier, pourquoi le gouvernement ne le fait-il pas ? Une chose est certaine c'est qu'actuellement pour se faire soigner à l'hôpital il faut vraiment ne pas pouvoir faire autrement. Prenons un exemple :

Vous êtes malade et vous vous rendez à l'hôpital pour consulter un médecin. En arrivant à 8 h 30 vous avez une petite chance de voir un médecin vers 11 h. Supposons que votre cas étant relativement grave le médecin conseille une hospitalisation immédiate. Vous serez surpris de voir le médecin téléphoner d'un service à l'autre pour essayer d'en trouver un qui ait un lit de libre. Finalement au bout de 20 minutes on trouvera un service prêt à vous recevoir. On vous y conduira, et là on vous fera attendre environ 1/2 heure avant de vous donner un lit, vers 13 h vous avez une chance d'être enfin couché dans un lit. Vers 18 h vous verrez un médecin, mais rassurez-vous, il n'est pas encore question de s'occuper de vous. Ce médecin est simplement en train de faire sa contre-visite et comme il a environ 80 malades à voir, on ne s'occupera de vous que le lendemain matin.

Effectivement le lendemain matin vous aurez droit à une visite. Il ne vous reste qu'à souhaiter ne pas avoir quelque chose de trop grave car si jamais on décide de vous mettre en observation, les choses se compliquent nettement. En effet, pour pouvoir passer une radio il faut un rendez-vous une semaine à l'avance, même chose pour une analyse quelconque. Résultat : au bout de 15 jours minimum on arrivera à avoir votre dossier au complet et à commencer à vous soigner. Pourquoi cela ? Simplement parce que pour un hôpital de 1500 lits il n'y a qu'un service de radiographie, qu'un laboratoire et le tout avec un personnel réduit au minimum, les délais pour obtenir les examens médicaux sont donc fort longs.

Et régulièrement on entend le personnel hospitalier et les médecins protester, qui pour les conditions de travail, qui pour le manque de moyens techniques. Tout le monde est d'accord pour dire qu'il y a trop de malades et qu'il faut donc plus de personnel.

Que fait l'Etat pour remédier à ce problème ? Cette année il alloue 1020 millions à la santé publique qui seront répartis comme suit : 654 millions pour l'équipement sanitaire et social, 114 millions pour la santé publique (y compris la formation du personnel para médical) 119 millions pour la recherche médicale, 85 millions pour l'action sanitaire, 28 millions pour l'enfance inadaptée, 17 millions pour les jeunes aveugles et sourds. (« Combat » du 6-11).

Résultat : comme l'a calculé le ministre il n'y a la possibilité, compte tenu des crédits alloués que d'augmenter le personnel hospitalier de 1500 personnes, c'est-à-dire du 1/4 de ce qui serait nécessaire pour assurer aux malades les soins nécessaires et au personnel les conditions normales d'une semaine de travail de 5 jours.

Preuve de plus, s'il en était besoin qu'en France la santé publique n'intéresse pas le gouvernement qui préfère investir dans le matériel de guerre ou les C.R.S.

CHEZ CITROËN

LA C.G.T. ÉTUDIE LE "GAUCHISME"

LE Comité Exécutif du syndicat CGT des usines Citroën organise un demi-journée d'étude, le 6 novembre, réservée aux délégués du personnel et à ceux du Comité Exécutif. L'événement est de taille car il y a des mois qu'il n'y a pas eu de réunions. Mais loin d'étudier les problèmes cruciaux qui se posent aux travailleurs de l'entreprise (notamment les licenciements qui se multiplient, les libertés syndicales etc.) cette réunion est convoquée afin de mieux armer les militants syndicaux contre les « idées gauchistes ». Comme le note la convocation du bureau :

« Nous ne pouvons pas sous-estimer ces idées (gauchistes) et nous devons y voir clair pour les combattre...

« Quelles sont ces idées : (Citation d'un tract gauchiste de Nanterre).

1) Le déclenchement de la grève a été spontané. Pourquoi la CGT n'a-t-elle pas appelé à la grève illimitée ?

2) Les travailleurs n'ont pas été consultés sur les revendications, il n'y a pas eu d'explications politiques.

3) Sur l'organisation de la grève : pas d'explication sur la démocratie, aucune démocratie, aucune explication sur le fonctionnement de la grève, les négociations, les barricades, les étudiants, les initiatives de jeunes ont été brisées.

4) Les rapports avec les étudiants, hostilité des délégués au mouvement des étudiants.

5) Aucune explication politique sur la nécessité de l'auto-défense.

6) Aucune solidarité avec les ouvriers et étudiants assassinés.

7) Pendant l'occupation rien n'a été fait pour mettre en place les sections syndicales.

8) Le protocole Citroën est une duperie. Nous pensons que la direction CGT a vendu le mouvement de 10 millions de grévistes pour un plat de lentilles, les élections (fin de citations). »

En reprenant le texte d'une feuille « gauchiste » le bureau du syndicat a effectivement bien posé le problème. Mais il est plus que douteux que les bureaucrates de la direction CGT répondent honnêtement à ces questions. Dans la même convocation en effet on lit qu'une des causes de l'influence des « gauchistes » dans les usines Citroën doit être « la faiblesse de conscience de classe des travailleurs ». On connait la rengaine.

A Flins et à Peugeot la combativité des travailleurs était là aussi attribuée, par le PCF et la CGT, à la « faible conscience de classe des travailleurs ».

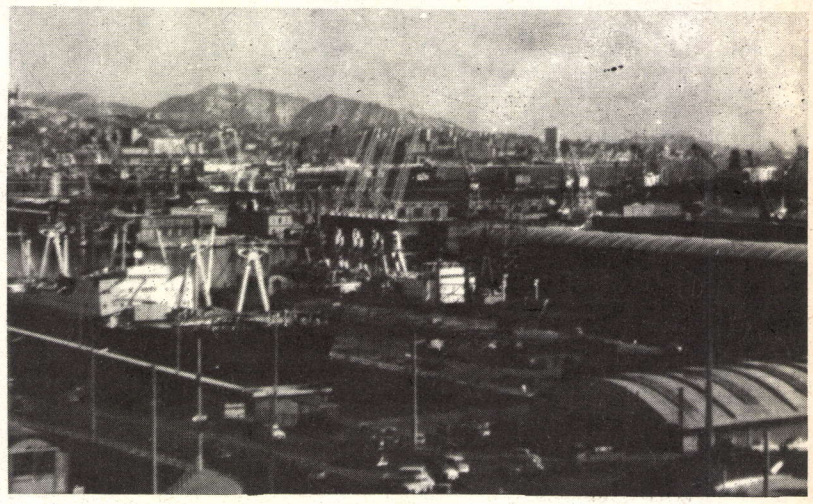
Il n'y a donc pas grand chose à attendre de cette réunion. Mais le fait que la direction du syndicat se sente obligée de la convoquer et qu'elle note que « les travailleurs et les syndiqués sont réceptifs à ces idées (gauchistes) » est la preuve que le travail des militants révolutionnaires en direction des entreprises rencontre un écho certain dans la classe ouvrière, qu'il faut persévérer dans cette voie ... en présentant les questions que se posent les travailleurs, et elles sont nombreuses, à la direction C.G.T. puisqu'elle semble soudain ouverte au dialogue.

correspondances des entreprises

• AUX DOCKS DE MARSEILLE

Le patronat brouille les "cartes"

IL y avait longtemps qu'on n'avait pas vu cela : des nouvelles cartes de dockers (250) distribuées à des travailleurs qui faisaient ce métier, souvent depuis des années, sans en avoir ni le statut, ni les avantages. Ce n'est pas directement les patrons qui donnent les cartes, mais un organisme (BCMO) qui reflète en fait les désirs patronaux. Il a fallu la secousse de mai et l'occupation, durant plus d'un mois, du port, pour aboutir à ce résultat.



Marseille : le port. →

Mais pour attribuer ces nouvelles cartes (qui donnent droit, en principe, à la priorité d'embauche et à 11 F par jour d'indemnité en cas de chômage) il faut d'abord choisir parmi les travailleurs, ceux qui les « méritent ». Or, il y a plus de 250 ouvriers qui travaillent à peu près régulièrement sur les ports sans posséder la carte. Et il y en a des milliers à qui c'est arrivé, ou à qui ça arrive une fois de temps en temps. En principe le critère retenu est celui de l'ancienneté. Toutefois, les plus vieux sont écartés car ils ont dépassé la « limite d'âge ». Ils continueront donc à travailler comme avant, sans carte, s'ils trouvent à s'embaucher.

Les étrangers sont écartés et, malheureusement, beaucoup d'ouvriers français trouvent cela normal. Certains se sont même indignés quand le bruit a couru qu'un Arménien (vraisemblablement de nationalité française) allait obtenir une carte. D'autre part, certains dockers en titre voient d'un mauvais œil tous ces nouveaux venus qui risquent de provoquer un accroissement du chômage parmi eux. Tout ceci réjouit le patronat et le console en partie des sacrifices (très relatifs) qu'il a dû consentir en juin.

D'ailleurs, la politique patronale a toujours été d'entretenir savamment la division parmi les travailleurs en accordant à certaines catégories tel ou tel privilège (« privilège » de se faire exploiter d'une façon plutôt que d'une autre).

En plus de la division fondamentale entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas la carte de docker, il y en a d'autres. Les « complémentaires » sont ceux qui sans être dockers ont réussi à travailler 30 jours. On leur donne une carte qui ne sert à peu près à rien, sauf pour les congés payés. Parmi les dockers, il y a les « primeuristes » prioritaires en hiver pour les primeurs d'Espagne et d'Afrique du Nord, ceux qui ont la mention « salissant » se voient réservés les travaux les plus sales, mais qui « payent » davantage, les « conducteurs d'engins » sont en principe caristes, mais éventuellement sont dockers, etc., etc.

Récemment on a vu le patronat essayer d'augmenter encore la division à propos des cartes vertes. Ces cartes-là, c'était la C.G.T. qui les avait demandées pour les vieux travailleurs (plus de 60 ans) et pour les handicapés. La carte verte était censée leur donner priorité pour les travaux faciles. Le patronat accepta l'introduction de cette nouvelle carte après la grève, mais il s'empressa de saboter le nouveau système. Les médecins du port reçurent probablement la consigne de donner ces cartes à tous les demandeurs. Beaucoup d'ouvriers, rebutés à juste titre par des travaux très durs s'inventèrent mille raisons d'avoir droit à la carté verte. De solides gaillards se plaignirent d'anciennes blessures à des médecins conciliants qui les écoutaient en souriant. Bientôt il y eut plus de 800 cartes vertes ! 3 ou 4 fois plus qu'il n'en fallait, à croire qu'il n'y avait plus que des éclopés sur le port. Brutalement effrayés les patrons cessèrent d'attribuer les cartes vertes, même à ceux qui en avaient réellement besoin et qui ne l'avaient pas encore obtenue. De tout ce mic-mac il résulte que les « verts » sont mécontents, car trop nombreux, ils sont au chômage parfois 1 jour sur 2. De plus, au lieu de leur donner les travaux « faciles », on leur donne tout le travail à quai, et cela comporte parfois des tâches extrêmement pénibles qu'un handicapé ne saurait faire. Ceux qui n'ont pas la carte verte, les « rouges », se trouvent condamnés au travail à fond de cale, le plus dur, et ceci tous les jours, alors qu'avant il y avait plus de roulement selon la difficulté du travail. Ainsi, le patronat a réussi à transformer ce qui était au départ une bonne initiative de la C.G.T. en une pagaïe invraisemblable et l'on a même vu certains ouvriers écœurés, déchirer leur carte... de la C.G.T., à qui ils attribuaient la responsabilité de la situation.

En fait, tant que toutes ces divisions persisteront elles freineront l'organisation des travailleurs du port et leur lutte. C'est pourquoi un statut uniforme des ouvriers est nécessaire, ainsi que la disparition des multiples privilèges, par l'extension de tel ou tel avantage particulier et l'amélioration des conditions de travail.

• Chez Desfossés

Une conception curieuse du rôle de délégué du personnel...

LES travailleurs du laboratoire taille douce de l'Imprimerie Desfossés à Issy-les-Moulineaux avaient décidé de faire grève, devant le refus opposé par la direction de satisfaire leurs revendications. Depuis plus d'un an ces travailleurs réclamaient la parité des salaires avec les laboratoires de Saint-Ouen (ancienne usine Chaix). De mois en mois la direction remettait la réunion où devait se discuter les revendications, et c'est à bout de patience que les travailleurs décidèrent d'arrêter le travail.

Tout le monde était persuadé après avoir commencé ce mouvement que le soutien des délégués de l'entreprise, tous C.G.T., serait effectif. La direction, malgré l'abondance du travail et l'urgence des commandes, ne bougea pas, elle comptait bien sur l'intervention des délégués pour dissuader les travailleurs de continuer le mouvement.

Effectivement, les délégués intervinrent non pas pour apporter un appui, mais pour bien faire comprendre que si le mouvement se prolongeait il risquerait de ne pas aboutir, que les patrons ne discuteraient pas sous la menace, qu'il fallait attendre la réunion prévue par la direction la semaine suivante, etc.

Les délégués se mirent de suite à la recherche du meneur, désignant un ouvrier du laboratoire bien connu pour ses idées « gauchistes ». Ecœurés par cette chasse aux sorcières, les travailleurs revendiquèrent bien haut la responsabilité de leur mouvement. Après 5 h de grève, les travailleurs écœurés par l'attitude du syndicat reprirent le travail la mort dans l'âme.

Mais la direction préféra éviter de nouveaux mouvements éventuels et elle lâcha tout de même une augmentation de 25 cts de l'heure en deux paliers (10 cts à partir du 1er juillet ; 15 cts à partir du 1er janvier 1969).

Le lendemain, la direction demanda de faire des heures supplémentaires, les travailleurs refusèrent en bloc, et on appela le délégué du secteur pour qu'il signifie au patron qu'il n'était pas question de discuter des heures supplémentaires, même en cas de travail urgent, si les paliers n'étaient pas supprimés, et les 25 cts accordés immédiatement. Mais celui-ci se fâcha, disant qu'on le prenait pour un pantin et qu'il n'était pas sérieux de poser des revendications deux jours de suite, et qu'il n'irait pas voir le directeur, qu'il lui téléphonerait simplement, na, na et na !

Le plus drôle, c'est qu'il fallait voir le chef de service du laboratoire faire chorus avec les ouvriers pour que le délégué monte à la direction, pour la simple raison que son travail attendait et qu'il aurait bien aimé pour sa part qu'il sorte en temps et en heure.

Comme quoi, chez Desfossés, la C.G.T. n'a pas peur de se montrer moins revendicatrice que les chefs de service.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A

Michel RODINSON

INITIATIVE SOCIALISTE

54, rue Monsieur-le-Prince, 75-Paris-6e

ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :

Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

• Chez Renault (Flins)

les 70 heures à l'ordre du jour...

LA Régie Renault, comme on le sait, se porte bien, du moins pour le moment. Il faut maintenant 2 ou 3 mois pour obtenir une voiture. Aussi la Régie ne sait-elle plus comment faire pour combler le retard. En attendant le passage de l'usine de Flins en équipes, ce qui lui permettra d'augmenter sensiblement sa production, elle cherche à atteindre ce but par un moyen bien traditionnel : les heures supplémentaires.

C'est que, surtout après la reprise de juin, de nombreuses voitures sont sorties de chaîne non terminées : il manquait des pièces, et les voitures sortaient quand même, quitte à les passer ensuite « en retouche ». Cela s'est répété pour les premières R 6.

Il ne restait plus qu'à trouver des ouvriers pour venir travailler en heures supplémentaires, à la retouche. Or, la Régie en a trouvé à Flins. Des voitures y arrivent spécialement, sur des barges, de Billancourt, Des ouvriers entrent à l'usine à 6 heures, en même temps que l'équipe du matin, et sortent le soir à 8 ou 9 heures. Puis, ils reviennent le samedi, et parfois même le dimanche. Si l'on fait le compte, on voit que certains auront effectué des semaines de 60 heures, et parfois de plus de 70 ! Le samedi, alors que seule l'équipe du matin devrait travailler, le parking de l'usine est, la plupart du temps, plein. Sans sourciller, l'inspecteur du travail signe les dérogations.

La loi impose une durée hebdomadaire du travail de 40 heures maximum. Les industriels, depuis 30 ans, « tournent » cette loi avec la bénédiction de l'Etat représenté par l'Inspection du travail.

Il a fallu le coup de sang du mois de mai pour rappeler au Patronat qu'il existait une loi de 40 h. Mais pour cela il a fallu 5 semaines de grève et, à la R.N.U.R., la durée du travail a été réduite de 48 h à 45 h. On est encore loin du compte. Et pourtant la direction est paniquée. La production est perturbée, c'est une complète pagaïe. Les patrons, et en particulier la direction de la R.N.U.R. sont incapables d'organiser leur production dans le cadre des lois en vigueur. Et l'inspection du travail est là pour venir à leur secours en justifiant les dérogations d'horaire.

Avec une usine qui se prétend la plus moderne d'Europe, la direction sombre en pleine pagaïe dès que l'horaire tombe au-dessous de 48 h par semaine. Bel exemple d'organisation capitaliste en pleine expansion.

correspondances des entreprises

● CHEZ LES CHEMINOTS

LUTTE CONTRE LES SANCTIONS

LE jeudi 24 octobre à 23 heures les roulants de la banlieue Sud-Ouest, des dépôts de Paris-Orsay, Juvisy, Brétigny, Etampes, commençaient une grève de 24 heures. Ils avaient espéré que l'application du nouvel horaire de 44 h 30, au lieu de 46 heures, allait améliorer leur roulement. Le nouveau service d'hiver a remis les choses au point : périodes de nuit plus dures, amplitudes plus élevées, etc... La S.N.C.F. a bien réduit la semaine de travail à 44 h 30. Mais elle n'a pas embauché. Le résultat c'est que le même travail est fait par le même nombre de cheminots et que les conditions de travail de ceux-ci, loin de s'améliorer se sont au contraire détériorées.

Le même jour pour des raisons similaires, le dépôt d'Avignon se mettait lui aussi en grève. Là le travail ne reprenait que le samedi 26 à 12 heures.

Sur le Sud-Ouest, les roulants n'obtenaient rien du tout. A Avignon ils obtenaient des broutilles que le syndicat jugeait cependant « positives ».

Mais le plus important c'était que les cheminots dans les deux cas n'avaient déposé aucun préavis comme ils y sont théoriquement obligés depuis la loi de 1963. En mai non plus il n'y a pas eu de préavis de déposé et, on s'en doute, personne — la direction moins que tout autre — n'en a demandé raison. Pour beaucoup de cheminots donc la preuve a été faite que l'on pouvait s'en passer.

La direction, elle, ne l'entend pas de cette oreille. Le précédent de mai n'a été accepté que parce qu'elle ne pouvait faire autrement. Contre tous les cheminots elle ne pouvait rien. Contre deux dépôts isolés, elle est au contraire bien décidée à faire respecter la loi, sa loi.

Le samedi 3 octobre on apprenait qu'elle envisageait de prendre des sanctions contre les grévistes : blâme avec inscription au dossier et retenue sur la prime mensuelle.

Réponse des cheminots : les roulants des dépôts de la région Méditerranée se sont remis en grève le mardi 5 novembre, toujours sans préavis.

Une première discussion mercredi dernier entre la direction et les syndicats, dans le cadre de la commission mixte du statut, n'a rien donné. Une nouvelle rencontre est prévue le 14. Seule pourtant l'affirmation d'une solidarité active de tous les cheminots avec les grévistes et leur volonté de ne pas accepter les sanctions peut faire lever celles-ci.

Partout, dans tous les secteurs, dans tous les services, les militants doivent — ce que les syndicats n'ont pas fait jusqu'à présent — expliquer la nécessité de cette solidarité, la susciter, l'organiser. L'enjeu est de taille : l'annulation dans les faits sinon en droit de la loi sur le préavis.

● A AIR-FRANCE

Les syndicats sont satisfaits

Les travailleurs le sont-ils ?

DURANT la grève de mai-juin, un calendrier de réunions a été fixé par les organisations syndicales avec la direction d'Air France. La Compagnie s'engageait à revoir favorablement un certain nombre de problèmes qui ne pouvaient être réglés dans l'immédiat et qui allaient demander un grand nombre de réunions et d'études.

Donc, depuis juin, à un rythme plus ou moins élevé, des réunions traitant des droits syndicaux dans l'entreprise, de la classification des emplois et de la révision de la grille hiérarchique ont lieu. Jusqu'à présent, seul les problèmes des droits syndicaux ont été résolus.

Depuis la création de la Compagnie Nationale en 1948 on peut dire qu'il y a une reconnaissance implicite de la section syndicale.

Chaque organisation dispose sur le plan central de 1 ou 2 permanents bénéficiant du même salaire que leurs camarades (2 C.G.T., 2 F.O., 1 C.F.D.T., 1 C.G.C.). Ils disposent de locaux sur les lieux de travail et d'une secrétaire-dactylo pour leurs travaux.

De plus, dans chaque centre de la région parisienne, Orly-Nord (ateliers), Orly-Sud (aéroport), Paris (administration), les mêmes syndicats ont le bénéfice supplémentaire d'une demi-permanence quotidienne et disposent de bureaux à cet effet.

Les délégués du personnel ne bénéficiaient que de 11 h (au lieu de 15 de par la loi). Mais le nombre de ces délégués était plus élevé.

La diffusion des informations syndicales, le collectage des timbres, la vente de journaux syndicaux, se sont toujours faits dans les bureaux, les ateliers, durant les heures de travail, bien que le règlement intérieur ne l'autorise pas.

Comme on peut le voir, il n'y a pas, à Air-France, de direction de combat. Les avantages sont appréciables, mais jusqu'à présent, la vie syndicale dans l'entreprise est faible. On peut situer le nombre total de syndiqués aux alentours de 35 %.

A la suite de la grève de mai-juin, les syndicats ont demandé une augmentation du nombre de délégués par un nouveau découpage de tranches et 15 h par mois pour l'exercice du mandat.

Cela a été acquis sans trop de difficultés, bien que l'augmentation du nombre de délégués n'ait pu être fixée. En effet, 7 projets ayant été déposés, la Direction du personnel a demandé aux syndicats de faire une réunion intersyndicale pour qu'ils se mettent d'accord et déposent un seul projet, qui serait ainsi, rapidement, accepté !

D'autres avantages, toujours pour les syndicats bien entendu, ont été accordés.

Les délégués syndicaux, pour les congrès de leur organisation (toujours durant les heures de travail), pour les congrès de Fédérations, d'Unions départementales, de Confédérations, bénéficieront de congés spéciaux payés.

Un militant qui quitte l'entreprise permanent sera réintégré à la fin du dit mandat et ce temps sera pris en compte pour le calcul de son ancienneté.

A Paris, les sections syndicales C.G.T. et F.O. se sont vu détacher à plein temps une dactylo pour leurs travaux.

Voilà le bilan essentiel des discussions syndicales-direction depuis juin. Les centroles peuvent envisager de passer des heures paisibles.

Pour les travailleurs, il n'en est pas de même. Les discussions concernant leur classification viennent de commencer et Air France a déjà fait savoir aux syndicats que les résultats de l'enquête faite par elle auprès d'autres entreprises, montraient que les ouvriers d'Air France étaient surpayés !

En conséquence, il ne faudra pas attendre de miracles. Nous voilà avertis.

● AUX CABLES DE LYON

Querelle pour un siège au C. E.

AUX Câbles de Lyon (usine du trust C.G.E., produisant à Lyon des câbles électriques de divers types) un affrontement a opposé depuis septembre... les syndicats CGT et CFDT, sur le nombre des collèges pour les élections du Comité d'Etablissement. Ces élections auront lieu le 21 novembre car les grèves de mai-juin ont retardé leur déroulement. Mais, bien avant les grèves, la CFDT contestait ces élections.

Ce syndicat réclamait la création d'un quatrième collège réservé aux employés, en s'appuyant sur la Convention collective régionale de la métallurgie. La CGT s'en tenait à la loi qui ne prévoit que trois collèges (cadres, maîtrise, ouvriers), les employés votant avec les ouvriers. Mais la querelle sur les textes masquait le désir de chaque boutique de renforcer sa position, la création d'un quatrième collège entraînant de façon certaine le gain d'un siège pour la CFDT.

A l'approche des élections de novembre, la CFDT a demandé l'arbitrage du juge de paix ! Celui-ci a tranché en faveur de l'interprétation stricte de la loi et a donc rejeté la thèse CFDT.

Depuis plus d'un mois, les deux sections syndicales déploient de gros efforts, par tracts, pour justifier leurs positions, et s'accuser l'une l'autre d'avoir les cadres dans leur manche ! Pendant ce temps les problèmes revendicatifs majeurs restent en suspens. Ces piètres syndicalistes s'étonneront-ils des remarques désagréables des travailleurs à leur égard ?

LUTTE OUVRIERE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

● A LA SIFA-DIAMANT

Les émules de Grimaud

DEPUIS quelques temps la direction de la SIFA-Diamant à la Plaine-Saint-Denis, essaye de mettre sur pied, sans doute à l'image de Grimaud, une vaste opération de lutte contre le banditisme.

A la réunion du comité d'entreprise du mois d'octobre, elle annonça qu'elle se devait de prendre des mesures devant l'accroissement continu des « vols ».

Elle avait, quelque temps auparavant, généralisé les fouilles à la sortie de l'usine. Les résultats de son point de vue avaient été insignifiants, mais du côté des travailleurs, cela avait provoqué un tollé général, ils n'acceptaient pas cette mesure vexatoire.

C'est pourquoi elle proposa à la réunion du C.E. la mesure suivante : « toute personne trouvée seule, sans motif valable (?) dans un local vide qui n'est pas son lieu de travail, sera mis à pied » (et risquera même le licenciement).

Devant l'étonnement des délégués, la direction leur demanda de proposer d'autres mesures plus efficaces s'ils en connaissaient ! (sic)

Quand le personnel apprit ce que la direction mijotait, cela fit plutôt sourire, car en cas d'application, il devenait impossible de se déplacer même pour aller aux toilettes...

Aussi, la direction, suivant toujours son idée employa une autre méthode.

Il est précisé dans le « règlement intérieur » depuis quelques années, que tout nouvel embauché s'engage à fournir un extrait de casier judiciaire.

Jusque là une bonne partie des ouvriers ne se l'était jamais procuré. En effet, cela avait-il un quelconque rapport avec le travail exigé ?

Aussi la semaine qui suivit la réunion du C.E. le service du personnel convoqua un à un tous ceux qui n'avaient jamais fourni l'extrait depuis que la mesure était notifiée au « règlement intérieur ». Le ton employé était cassant vis-à-vis des ouvriers (car il n'y a que les ouvriers qui ont l'air d'être concernés).

L'adjoint du chef du personnel les mettait en demeure de le faire parvenir dans des délais très brefs (une semaine) : sinon... on faisait peser la menace de rupture du contrat de travail pour non-respect d'une clause.

Le ridicule ne tuant pas, des ouvriers ayant 2 ans de présence et même 4 ans furent convoqués.

A force de provoquer les ouvriers, en les considérant à priori, tous, comme des bandits, il se pourrait bien que ceux-ci retournent le problème et finissent par se fâcher tout rouge.

Le Courrier des lecteurs

Je profite de ce que je règle mon abonnement à Lutte Ouvrière pour vous soumettre quelques critiques, qui, si elles sont écoutées, me permettraient de diffuser autour de moi un journal qui défend des idées qui plaisent ; mais hélas, votre journal est un peu trop râleur pour être présentable.

1. — Il faut que vous abandonniez le style râleur et estudiantin (par exemple : on ne dit pas « flicaille » mais « police »). Une idée révolutionnaire fait peur ; il faut donc la présenter en pesant bien ses mots de façon à ne pas la trahir, et à ne pas buter le lecteur, sinon on lui enlève vite toute portée.

2. — Les évènements de mai ont ouvert les yeux d'une foule de gens. On sait ce que valent le P.C. et les syndicats actuels, inutile de perdre son temps à répondre à leurs critiques ; ça fait querelle de mauvais voisins, ça amuse un moment, mais ça ne construit rien.

Il y a mieux à faire : les « enragés » ont la réputation de ne pas savoir ce qu'ils veulent, alors définissez-le clairement.

3. — C'est pourquoi je voudrais voir dans votre journal en premier lieu une analyse aussi concise et claire que possible de l'économie et du système politique capitalistes. Une analyse analogue du système des pays de l'Est est bien sûr tout aussi importante. Mais attention ! l'analyse doit être celle du critique sans parti-pris si possible, il ne faut pas qu'elle sente la tendance de telle ou telle formation.

4. — Mais pitié, ne vous référez pas systématiquement à Lénine, ou à Trotsky ! Ce sont de grands hommes, mais qui ont fait de grandes bourdes : il suffit de lire Voline pour voir ce qui est advenu des libertaires russes. Nous sommes en 1968, et seuls des hommes de 1968 peuvent faire une révolution valable. Creusons-nous le crâne, et discutons au lieu de nous adresser à de vieux écrits « inviolables ».

6. — Il faut que vous ouvriez vos colonnes à toutes les tendances révolutionnaires. Vous l'annoncez, mais rien ne vient... croyez-vous qu'on viendra vous demander quelque chose ? Non, les autres révolutionnaires ont leurs journaux. Vous leur faites de la propagande, bravo - mais j'aimerais voir quelques colonnes dans lesquels vous reproduiriez, sans critique, les articles d'autres journaux qui valent d'être diffusés au maximum ; même si vous n'êtes pas d'accord sur tout, peu importe si ce qui est dit est sincère et tient debout.

Pour terminer, je vous dirai que mai a réveillé beaucoup de monde ; et ce monde attend qu'on l'aide à construire. Vous avez les moyens de démarrer du constructif ; n'attendez pas pour le faire d'avoir déçu ceux qui ont cru en mai 68, mais qui commencent à se dire que finalement on a bien eu affaire à des « enragés »et qu'en fin de compte tout a toujours été comme ça...

En espérant que votre journal sera une des premières pierres d'une humanité où chacun sera libre et sera un des rouages de la marche du monde, je vous adresse mes meilleures salutations.

Paul P. MARSEILLE

Ne pas utiliser un style « râleur », exposer des idées et des analyses mais ne pas exprimer les nôtres et, malgré l'opposition des autres tendances, faire le journal commun que nous leur proposons... à nous tous seuls, notre correspondant nous en demande vraiment trop pour que nous puissions le faire.

✲

J'ai trouvé par hasard votre journal dans un tas d'autres périodiques et j'en suis heureux. Je voudrais ne pas être le seul à le découvrir, malheureusement on préfère étaler les « Parisiens », « Figaros », etc. et enfouir le vôtre. Il y a trop de vérités, c'est peut-être pour cela qu'on le cache ?

Je souhaite qu'il soit connu de tous et particulièrement des jeunes.

J'apprécie vos idées et j'admire vos efforts d'autant plus, depuis que j'ai lu « Le Socialisme de l'Abondance » de Jacques Duboin.

Ce qui a été fait en mai 1968 n'est pas suffisant, les prolétaires comme vous dites sont retournés à leurs bonnes habitudes et les bourgeois ont retrouvé leur vie calme.

Il est temps que tous les jeunes se réunissent pour que nous puissions vivre... enfin.

Je vous souhaite bon courage et vous prie d'agréer, Messieurs, mes sincères salutations.

B.J. PARIS

Nous souhaitons aussi que notre journal soit connu : alors, ami lecteur, lorsque tu le trouves caché sous une pile, mets-le, mine de rien, un peu plus en évidence. Et si tu achètes un grand nombre de journaux, réserve ta clientèle, en le faisant remarquer, aux marchands qui affichent la presse révolutionnaire.

A travailler chacun de notre côté, nous risquons non point une stimulation de nos activités, mais une stagnation dangereuse qui ne peut nous mener qu'au sectarisme et à l'esprit de « Boutique ». A jouer ce jeu de concurrence, nous tombons dans de vulgaires querelles de clochers, nous nous enfermons dans un dogmatisme labyrinthique et surtout, nous oublions nos objectifs.

Non ! La solution n'est pas là. D'ailleurs, mai nous l'a prouvé. Nous n'avons jamais tant fait, que tous unis dans un même élan. La Révolution Prolétarienne dépend de notre unité. Nous devons nous méfier de *l'isolement*, c'est un facteur d'échecs. Le processus révolutionnaire ne doit pas seulement s'enclencher dans quelques grandes villes comme Paris, Lyon ou Toulouse, mais il doit se perpétuer partout, jusqu'au fin fond des campagnes.

Est-il possible idéologiquement de réunir diverses tendances révolutionnaires comme les Trotskystes, les Maoïstes ou les Anarchistes ?

Je ne suis pas devin et de toute manière, cela ne m'apparait pas, pour le moment, comme un problème majeur. Nous retombons là dans notre grand péché...

Tous, nous voulons la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme. Tous, nous désirons la transformation de notre société pourrie. Pour cela, il faudrait peut-être faire preuve de cohésion et regarder en face, quelles sont les nécessités immédiates.

Je n'oublie pas pour autant les divergences des différentes tendances révolutionnaires mais je suis prêt à parier que de la lutte fraternelle et intelligente des différents courants, peut jaillir une synthèse révolutionnaire enrichie et fortifiée par l'approbation générale...

J'ai par cette lettre, certainement répété, des choses déjà dites, mais je pense qu'une fois de plus, ce ne peut que susciter d'autres questions, à un moment où nous devons tous faire le point.

A vous, camarades.

J.M.C.
POITIERS

Nous ne croyons pas à la possibilité de la synthèse dont tu parles. Les différents courants révolutionnaires ne reposent pas sur rien.

Mais nous sommes convaincus que nos idées seraient tout aussi bien défendues dans un journal unique et que nos critiques mutuelles y gagneraient au contraire en profondeur et en efficacité (en tous cas en honnêteté).

Et nous croyons que vis-à-vis de ceux qui maintenant connaissent l'existence de tendances révolutionnaires dans ce pays, il serait bien plus sérieux de démontrer, dès maintenant, que nous serions capables au cours d'une lutte révolutionnaire de collaborer avec toutes les tendances du mouvement, capables de faire passer les intérêts de la lutte avant tout autre.

Dans l'état actuel des forces, il est ridicule par exemple, à notre avis, de réunir chacun son tour un millier de personnes au premier étage de la Mutualité, alors que nous pourrions en réunir 4.000 ensemble régulièrement et, sans doute, par la suite finalement bien plus.

✲

Camarade,

Nous sommes un petit groupe d'anarchistes. « Lutte Ouvrière » nous a vivement intéressés, nous vous félicitons de votre initiative, souhaitons qu'elle puisse durer. Nous n'avons pas attendu votre appel pour nous unir, communistes de tout vent, puisqu'il y a outre des Trotskystes, des Castristes, des orthodoxes ! Durant mai et juin notre conduite fut facilement déterminée, mais maintenant nous souhaiterions approfondir notre action. Nous avons déjà lancé une feuille de chou mais nous manquons de contacts extérieurs.

Salutations marxistes.

H.B.
BOURGES

Nous croyons savoir que c'est maintenant résolu.
Bravo, et bonne continuation.

L'ouvrier conscient mais non « organisé » ne peut qu'éprouver de la sympathie pour les gens qui bougent. Les Grandes Centrales ne groupent toutes ensembles que vingt pour cent de travailleurs, parait-il ? C'est dommage, c'est même triste, si l'on songe à ce qu'a coûté de sacrifices, de larmes, de misère, de prison dans les familles de militants ouvriers pour en arriver là. La cause, elle provient des appareils bureaucratiques syndicaux. Il n'y a plus de militants, il n'y a que des fonctionnaires qui font porter leur serviette.

La C.G.T. existerait-elle sans l' action tenace des pères de ceux qui la dirigent. Depuis sa création, née des Bourses du Travail, elle a eu des imitateurs, des fossoyeurs aussi. Elle en aura encore quelques-uns. Mais une aube nouvelle se lève grâce à l'élite de jeunes que des bourgeois attardés et inconscients traitent un peu cavalièrement de fainéants, de bons à rien.

Non, les travailleurs « inorganisés » savent qu'ils ne sont pas abandonnés. A eux de soutenir votre action. Elle doit porter, d'abord sur la violation des lois sociales existantes. Ce n'est pas nous qui les avons faites. Alors pourquoi le législateur les a fait voter : serait-ce pour endormir la vigilance ouvrières ?

Prouvez-lui, prouvez aux patrons que vous êtes capables de réagir notamment : pour que chaque entreprise ait un Comité d'entreprise. Puisque l'on parle de contestation, de participation, d'intéressement que les hommes courageux mettent en cause, directement, par tracts à la porte des entreprises, des organisations patronales, aux bouches du métro, les responsables de l'illégalité qui règne dans l'entreprise.

Voilà, Messieurs ce que pense un vieux des luttes ouvrières. Bonne chance.

Merci. Les encouragements des vieux militants nous vont toujours droit au cœur.

Et, rassure-toi, cher camarade, il y a beaucoup maintenant d'hommes et de jeunes courageux qui par tracts, dans les quartiers ou devant les bouches de métro, mais surtout devant les entreprises, prennent la relève des organisations syndicales bureaucratisées et mettent en cause les responsables de l'exploitation.

✲

Chers camarades,

Vous trouverez ci-joint un article pour la tribune libre de « Lutte Ouvrière ». Si vous le trouvez digne d'être publié, d'avance je vous en remercie.

Je suis militant de fraiche date du P.S.U. et je voudrais vous dire que nous menons le même combat, et croyez que le mien n'est pas facile. Je connais tous les reproches et les apriorismes des révolutionnaires envers ce parti, et s'ils sont souvent justifiés il convient néanmoins d'en étudier très sérieusement les causes. Vaste travail.

J'espère que le fait de vous avoir révélé mon appartenance politique ne développera pas un apriorisme supplémentaire. Je ne le crois pas, mais le passé nous a rendus méfiant. Jetons un regard décidé vers l'avenir. Soyons authentiquement marxistes donc révolutionnaires.

Vive la REVOLUTION SOCIALISTE FRANÇAISE et LES PEUPLES QUI LUTTENT CONTRE LES OPPRESSEURS. VIVE L'HOMME INTEGRAL.

Fraternellement à vous sur cette envolée Brechtienne.

P.R.
PARIS 15

C'est faute de place que cet article ne sera publié que dans deux ou trois numéros et non à cause de l'appartenance de son auteur.

Nous avons la plus grande estime pour bon nombre de militants du P.S.U. qui ont été, bien souvent, à la tête des luttes de mai.

Nous pensons seulement qu'ils devaient faire un choix entre les notables sociaux démocrates avec qui ils se stérilisent au sein du P.S.U. et les quelques milliers d'ex-membres des organisations révolutionnaires que ces militants du P.S.U. pourraient, s'ils le voulaient, unifier en une organisation bien plus dynamique, puissante et efficace que ne l'est le P.S.U.

✲

Ce soir je me suis procuré « Lutte ouvrière » et l'ai parcouru entièrement et avec plaisir. Sur de nombreux points je suis d'accord avec les articles qui ont été rédigés.

J'approuve pleinement l'attitude des champions noirs qui ont manifesté à Mexico, et votre opinion est la mienne.

J'approuve les comités d'action créés dans les usines en mai-juin, et je souhaite qu'ils s'élargissent, qu'ils s'organisent qu'ils s'épanouissent.

J'approuve votre appel de réunification avec toutes les tendances gauchistes ; il faut la poursuivre. L'union, c'est la force ; la division amène inévitablement la faiblesse et la paralysie.

Avant le 17 mai, j'étais apolitique, rivé à mes petites affaires, à ma vie personnelle et familiale. Depuis, j'ai changé ; ma conscience s'éveille ; je ressens un besoin pressant d'action. Depuis mai 1968, en effet, j'ai beaucoup vu, lu, appris. Je suis sorti de ma carapace pour me rendre compte.

Ce que vous dites des dirigeants tchèques est fort maladroit, et erroné, permettez-moi de vous le dire. Je me suis trouvé en Slovaquie du 24/8 au 7/9 et j'ai vu à l'œuvre peuple et dirigeants. Ils se sont très bien comportés, ces dirigeants, et la population leur conserve son appui, soyez-en sûr ! Qu'auriez-vous fait à leur place ? Temporisé ? Refusé de signer des « accords » ? Mais savez-vous que les Russes étaient prêts au massacre, comme en Hongrie en 1956 ?

J'ai entendu Dubcek à la radio clandestine en Slovaquie, qui informait, la voix brisée par l'émotion, son peuple, des « desiderata » des « pays frères »... Croyez-vous que les Russes s'embarrassent de prétextes pour envahir un pays, et le détruire s'ils rencontrent une résistance unanime ? Non, croyez-moi, les dirigeants tchèques méritent un grand coup de chapeau pour leur courage, Svoboda en tête qui a menacé de se tuer et d'en rejeter la responsabilité sur les Russes si ceux-ci ne libéraient pas les autres membres de l'équipe dirigeante *prisonniers* à Moscou ! Savez-vous que Dubcek a été *torturé* par les Russes car ceux-ci voulaient lui faire signer une déclaration qui reconnaissait l'existence d'une contre-révolution en Tchécoslovaquie... Auriez-vous agi différemment, en conscience : *la vie de milliers d'êtres humains* contre des « accords », signés sous la contrainte, certes, mais qui peuvent être remis en cause dès l'affaiblissement du régime soviétique ? Le peuple tchécoslovaque s'est trouvé uni, croyez-le, et il se serre les coudes ! La contre-révolution était plutôt facile à découvrir : 14 millions de Tchèques et de Slovaques...

Très sincèrement.

J.C. B.
78-Bois d'Arcy

Nous sommes peut-être injustes envers Dubcek, mais aujourd'hui, nous sommes du côté des jeunes qui manifestent et non du côté de la police qui les arrête.

Comment sont nés les délégués du personnel en France (3)

DE 1936 à la guerre la situation va se dégrader rapidement pour la classe ouvrière. Démobilisés par leurs organisations syndicales et politiques, les travailleurs sont de plus désemparés par le danger de guerre mondiale qui se précise. La bourgeoisie va profiter de cette situation pour reprendre ce qu'elle a dû lâcher en 1936.

Le 12 novembre 1938, Paul Reynaud, ministre des Finances du radical Daladier, ex-allié des staliniens, fit passer la durée hebdomadaire du travail de 40 à 48 h. Selon son expression la « semaine des deux dimanches » avait cessé d'exister. Face à cette situation la C.G.T. se trouvait bien embarrassée. Dans ses rangs, bureaucrates staliniens et sociaux-démocrates répugnaient, au nom de la « défense nationale » contre Hitler, à s'opposer au gouvernement réactionnaire en place. Finalement une grève générale de protestation de 24 h fut décidée pour le 30 novembre.

Avant cette date des grèves éclatèrent chez Renault et aux mines d'Anzin, grèves qui furent liquidées par la C.G.T. en quatre jours. Quant à la grève du 30 novembre, elle fut trahie par la C.G.T. avant même son déclenchement. Il n'y eut aucun mot d'ordre mobilisateur, aucune réunion préparatoire, pas de perspectives, pas de préparation technique. Le gouvernement avait les mains libres pour réagir. Les fonctionnaires (postiers, cheminots, agents des services publics et des transports en commun) reçurent des ordres de réquisition. Un formidable appareil répressif empêcha toute manifestation spontanée. Brisée dans l'œuf la grève fut un échec. Des milliers de grévistes furent alors révoqués ou licenciés. Le mouvement ouvrier était battu.

Le jour même où il supprimait les 40 h, le gouvernement promulguait un décret-loi, complété plus tard par le décret du 23 février 1939, qui faisait entrer dans le domaine de la loi les délégués du personnel qui jusqu'alors ne devaient leur existence qu'à des dispositions des diverses conventions collectives.

Ce décret n'eut bien sûr aucune portée pratique puisque la répression s'abattit durement sur la classe ouvrière quelques semaines plus tard. Les délégués en furent souvent les premières victimes.

C'est le pacte germano-soviétique qui donna à la bourgeoisie française le prétexte pour rayer dans les faits les délégués ouvriers.

Jusqu'en août 1939, le parti communiste avait appuyé de toutes ses forces, et avec l'approbation de Moscou, la politique de « défense nationale » que suivait la bourgeoisie française. C'était la raison de ses faibles réactions lors de l'abolition de la loi des 40 h.

Mais le 23 août l'annonce du pacte signé entre Staline et Hitler fit l'effet d'un coup de tonnerre. Approuvé quelques jours plus tard par l'« Humanité » ce pacte changeait radicalement la position du P.C.F. par rapport à la bourgeoisie. Les intérêts de la bureaucratie russe ne coïncidant plus avec ceux de l'impérialisme français, le P.C.F. avait fait son choix et appuya Moscou. De ce fait même, d'allié objectif il devenait adversaire direct de la bourgeoisie qui l'interdit quelques jours après la déclaration de guerre du 1re septembre 1939.

Mais au sein de la C.G.T. réunifiée en 1936 le Parti Communiste contrôlait encore de nombreux délégués d'entreprises, un décret-loi du 30 novembre 1939 mit fin au mandat des délégués du personnel encore en fonction et ne maintint l'obligation de l'institution qne dans les établissement employant moins de cent salariés. De nouveaux délégués devaient de toutes façons être désignés par les organisations syndicales les plus représentatives.

En fait ce décret donna la possibilité aux organisations syndicales les plus liées à la bourgeoisie (c'est-à-dire la C.F.T.C. et la fraction de la C.G.T. contrôlée par les sociaux-démocrates et les « syndicalistes purs ») de monopoliser complètement les postes de délégués. Il est remarquable que cette notion de « monopoles » des organisations syndicales les plus représentatives, inconnue jusqu'alors, fut reprise après la guerre avec l'accord du P.C.F., car elle servait sa mainmise bureaucratique sur la représentation ouvrière.

Ainsi, après la montée de juin 1936, la classe ouvrière aura connu 2 défaites :

Première défaite : la grève générale du 30 novembre 1938.

Seconde défaite : la guerre le 1er septembre 1939.

Dans la tourmente, l'institution des délégués du personnel est balayée comme un fétu de paille. Seront éliminés d'abord les licenciés du 30 novembre 1938, puis les mobilisés de septembre 1939 et tous les militants du parti communiste, dissout à la déclaration de guerre. C'est dire qu'il ne reste plus grande représentation ouvrière. A part quelques anciens anarcho-syndicalistes trop vieux pour être mobilisés, il ne reste alors que des réformistes épargnés par la mobilisation.

Puis vient juin 40 et le gouvernement Pétain. Ce qui est curieux, c'est que la bourgeoisie avait jusque là tout fait pour séparer les délégués, en tant qu'institution, du mouvement syndical. Le gouvernement Pétain au contraire va porter tout son effort sur le mouvement syndical qu'il colonise en le rendant obligatoire. « La charte du travail » organise un syndicalisme étatique avec les comités sociaux. C'est une caricature de syndicalisme sur lequel d'ailleurs les travailleurs ne se feront aucune illusion, le considérant comme une brimade suplémentaire imposée par l'occupant.

Après la fin de la guerre, les syndicats, qui s'étaient reconstitués clandestinement, réapparaissent au grand jour dirigés en majeure partie par les militants du P.C.F. devenus des superpatriotes. La C.G.T. regroupe, en quelques semaines, 5 millions de syndiqués.

Mais il faudra attendre le 16 avril 1946, près de 2 ans après la « Libération » et près d'un an après la fin de la guerre, pour que soit promulguée la loi sur le statut des délégués du personnel.

L'article premier de cette loi stipule : « Il est institué des délégués du personnel dans tous les établissements industriels, comerciaux ou agricoles, les offices ministériels, les professions libérales, les sociétés civiles, les syndicats professionnels et les associations, quels que soient leur forme ou leur objet, où sont occupés habituellement plus de 10 salariés ».

La loi s'étendait en outre aux apprentis (qui devaient être comptés dans les effectifs de l'établissement, aux ouvriers saisonniers, aux V.R.P. et même aux travailleurs à domicile. Les conditions d'éligibilité étaient étendues aux ouvriers étrangers, titulaires d'une carte de résidents privilégiés ou frontaliers, jusqu'alors exclus, et une rigoureuse protection mettait, en principe, le représentant du personnel à l'abri des représailles patronales (art. 16 et 18), allant jusqu'à menacer de prison quiconque porterait atteinte à l'exercice du mandat de délégué (articles qui, à notre connaissance, ne furent jamais appliqués).

Les attributions des délégués du personenl se résumaient à peu près à ceci :

Présenter aux employeurs les réclamations individuelles ou collectives des travailleurs.

Saisir l'Inspection du travail de toutes les plaintes relatives à l'application des prescriptions légales.

Présenter des suggestions et des observations aux comités d'entreprises créés dès février 1945.

Veiller à l'application des règles de sécurité là où n'existe pas de comité de sécurité.

Le nombre des délégués est fixé à :

1	titulaire	1	suppléant	de 11 à 25	salariés
2	—	2	—	de 26 à 50	—
3	—	3	—	de 51 à 100	—
5	—	5	—	de 101 à 150	—
7	—	7	—	de 151 à 500	—
9	—	9	—	de 501 à 1000	—

plus 1 titulaire et 1 supléant par tranche de 500 salariés au dessus de 1.000.

Ainsi donc les entreprises de moins de 10 ouvriers n'ont pas de délégués et le nombre des délégués va décroissant avec le nombre d'ouvriers. Dans une usine de moins de 25 salariés il y a un délégué pour 25 ouvriers (ou même 11). Dans une usine de 1.000 salariés il n'y a qu'un délégué pour 110 salariés et dans une usine de 30.000 salariés il n'y en a qu'un pour 450 salariés.

De plus, l'article 5 instituait deux collèges, cadres d'une part, employés-ouvriers d'autre part, qui creusaient encore le fossé créé par le patronat entre les travailleurs. Par ailleurs, l'institution du scrutin de liste forçait les travailleurs à voter pour un bloc de représentants des syndicats aux 9/10e inconnus d'eux dans les grandes entreprises, contrairement au scrutin uninominal d'atelier de 1936.

C'était dans tous les cas un scrutin antidémocratique assurant le monopole bureaucratique des syndicats sur la classe ouvrière.

Les listes de candidats sont présentées par les organisations syndicales les plus représentatives. Ainsi, seules les candidatures accréditées par un syndicat reconnu représentatif sont valables. Ce qui donne en fait le monopole de la représentation des délégués aux organisations syndicales et, étant donné le fonctionnement bureaucratique de celles-ci, aux dirigeants de ces organisations et à l'époque, en fait, à l'appareil du P.C.F.

Car la C.F.T.C. était très faible et Force Ouvrière n'existait que comme tendance noyée au sein de la C.G.T.

La loi du 16-4-46 prévoyait un scrutin majoritaire (à 2 tours).

Mais avec la baisse du rôle politique du P.C.F., écarté du pouvoir après les grèves d'avril-mai 1947 chez Renault, le M.R.P. va donner un peu plus de moyens à la C.F.T.C. en faisant voter la loi du 7 juillet 1947 qui institue le mode d'élections à la proportionnelle, tout en conservant le scrutin de liste de la loi du 16-4-46. Ainsi la C.F.T.C. (F.O. n'existe pas encore) pourra avoir de nombreux délégués à la proportionnelle alors que ceux-ci auraient été battus au scrutin majoritaire. Mais le scrutin de liste permet de limiter les candidatures aux seuls représentants des appareils syndicaux. D'autant que les candidatures ne pouvant être fournies que par les syndicats représentatifs c'est ce caractère représentatif qui est déterminant. Une première circulaire ministérielle du 28-5-45, parue au J.O. du 28-6-45, signée Alexandre Parodi (socialiste), essaie de préciser les critères de représentativité syndicale.

En gros ces critères sont :
1) les effectifs
2) l'indépendance
3) les cotisations
4) l'attitude patriotique.

Ces différents critères sont en dernier ressort soumis à l'appréciation des pouvoirs publics par l'intermédiaire du ministère du Travail.

Se soumettre au jugement de l'Inspection du travail et des pouvoirs publics notamment en ce qui concerne les effectifs et les cotisations, c'est accepter la tutelle de l'Etat sur les syndicats.

Par ailleurs, par ce moyen, les pouvoirs publics ont toujours la possibilité de favoriser des syndicats qui leur conviennent ou de s'opposer à toute représentation qui leur paraît hostile.

La législation concernant les élections des délégués du personnel établit le monopole de la représentation des salariés au bénéfice des syndicats dits représentatifs. L'appréciation des éléments de représentativité des syndicats permet à l'Etat d'être l'arbitre suprême de cette représentativité.

Si donc en 1936 les travailleurs ont imposé au patronat une représentation ouvrière au sein des entreprises, il n'en reste pas moins qu'il reste beaucoup à faire pour que la voix des travailleurs puisse se faire entendre librement. Actuellement, les attributions des délégués du personnel sont extrêmement limitées, mais de plus elles ne peuvent s'exercer que par l'intermédiaire de syndicats bureaucratisés soumis à l'arbitrage final de l'Etat capitaliste.

C'est pourquoi il est difficile de suivre les camarades d'« Informations Ouvrières » lorsqu'ils écrivent :

« La loi sur les élections de délégués du personnel, indépendemment de l'orientation de collaboration de classe « des appareils syndicaux, exprime l'existence du syndicat « comme organisation indépendante du patronat et de « l'Etat. » (I.O. du 16 au 23 octobre 1968).

Cette loi ne faisait qu'assurer aux bureaucraties ouvrières, avec l'accord du patronat et de l'Etat, une indépendance plus grande vis-à-vis des travailleurs.

Les travailleurs ne mettront pas fin à leur exploitation par le simple fait qu'ils possèderont une représentation authentique de leurs intérêts. Mais une telle représentation est absolument indispensable pour défendre avec succès leurs revendications.

La lutte contre la législation sur les délégués du personnel est un des aspects non négligeable de la lutte des travailleurs pour la conquête de droits politiques élargis.

Sur le lieu du travail, en priorité, les travailleurs doivent avoir la possibilité d'élire et de révoquer leurs représentants en toute liberté. La seule loi qui doit régir la représentation des travailleurs c'est la confiance qu'ils accordent à leurs délégués parce que ceux-ci acceptent de plein gré de se soumettre à leur contrôle et d'agir uniquement en fonction du mandat qui leur est confié.

C'est ce qu'on ressenti certains travailleurs en mai-juin en réinventant la seule forme de représentation valable parce que démocratique : des délégués élus par atelier ou bureau, par tous, syndiqués ou non syndiqués, et contrôlés par eux. Que cette forme de représentation s'appelle « Comité de base » ou d'un autre nom a peu d'importance. C'est sur de tels exemples que doit s'appuyer la propagande des militants révolutionnaires dans les entreprises. Cela n'excluant absolument pas, là où c'est possible, l'élection de militants révolutionnaires aux postes de délégués afin de faire la démonstration concrète aux travailleurs de ce que devrait être un délégué digne de ce nom.

FIN

(Pour le début de l'article, voir L.O. Nos 14 et 15.)

LUTTE OUVRIERE

Directeur Publication :
Michel Rodinson

ABONNEMENTS :

6 mois	15 F
1 an	25 F

ABONNEMENTS DE SOUTIEN :

6 mois	30 F
1 an	50 F

CORRESPONDANCE :
M. RODINSON - Initiative Socialiste -
54, rue Monsieur-le-Prince - PARIS-6e

Distribuée par les N.M.P.P. — Imprimerie MORIAME - Paris